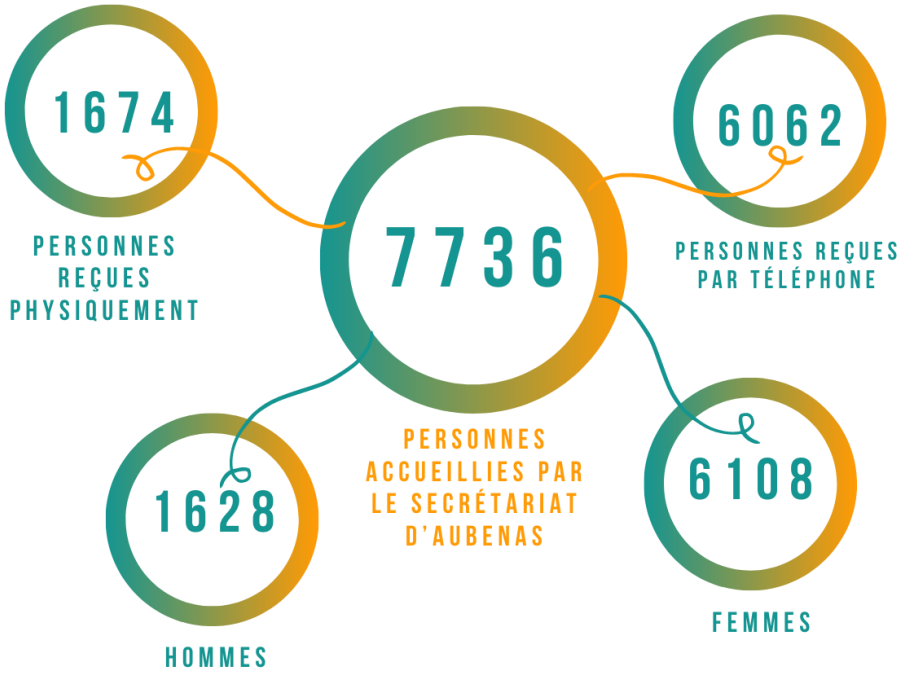
CIDFF
Centre d'information sur les droits des femmes et des familles
Ardèche

CIDFF DE L'ARDECHE

RAPPORT D'ACTIVITE 2019



AVEC LE SOUTIEN DE SES PARTENAIRES

CIDFF de l'Ardèche – Quartier Les Oliviers – Pôle de Services
30 avenue de Zelzate – 07200 AUBENAS
04.75.93.31.70 – cidff07@cidff07.fr – www.cidff07.fr

Association Loi 1901 – Membre du Réseau National du CNIDFF
Association agréée par l'Etat
Organisme de formation, enregistré sous le N° 82 07 00113 07
SIRET 329 325 393 000 59– Code APE : 9499Z

Sommaire

PARTIE I : PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION

- Mot de la Présidente du CIDFF≈ rapport moral de la Présidente p.3
- Présentation du réseau p.4
- Historique de l'association p.5
- Identification de l'association p.6
- Composition et liste des membres du CA et du bureau p.7
- Liste du personnel du CIDFF - Nombre de salarié-e-s (dont femmes) et d'ETP p.8
- Formations suivies par les salarié-e-s et bénévoles p.9

PARTIE II : ACTIVITÉ du CIDFF

Introduction - Cartographie d'implantation du CIDFF sur le département p.10

- Liste des partenaires opérationnels et financiers p.11
- Dispositifs auxquels participe le CIDFF p.14

1°) Activité agréée d'information sur les droits p.15
- ✓ Bilan quantitatif
- ✓ Bilan qualitatif

2°) Activité d'accompagnement individualisé vers emploi p.17
- ✓ Bilan quantitatif
- ✓ Bilan qualitatif

3°) Activité d'accompagnement en faveur des femmes victimes de violences p.20
- ✓ Bilan quantitatif
- ✓ Bilan qualitatif

4°) Activité relative au soutien à la parentalité p.27
- ✓ Bilan quantitatif
- ✓ Bilan qualitatif

5°) Activité relative à l'accueil-secrétariat à Aubenas p.30
- ✓ Bilan quantitatif

6°) Activité d'information collective p.32
- Activités lucratives
- Actions spécifiques, ponctuelles (8 mars, 25 novembre, 6 février) ou expérimentales
- Actions de communication du CIDFF

7°) Perspectives 2020 p.34

8°) Articles de presses 2019 p.37

PARTIE I :

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION

Rapport Moral de la Présidente du CIDFF

Bonjour Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de votre présence à notre assemblée générale, qui cette année, a lieu, pour des raisons sanitaires, à distance, comme vous pouvez le constater. N'étant pas coutumière de l'exercice, je vous remercie par avance pour votre indulgence.

2019, a été une année importante pour notre structure avec le DLA (Diagnostic Local d'Accompagnement) qui nous a permis de travailler en équipe sur notre vision du cœur de mission du CIDFF de l'Ardèche, l'organisation de la structure, les délégations de la direction, du bureau et du CA. Voilà ce qu'il en est ressorti.

La vision réside selon l'équipe et le bureau dans deux phrases : **Ensemble vers l'égalité sans rapports de domination et Éliminer toutes formes de violences**. La phrase de vision retenue par le CA a été : **Ensemble vers l'égalité ; sans rapports de domination et donc sans violences.**

Le positionnement du CIDFF de l'Ardèche adopté par les salarié-e-s et le CA a été défini comme suit :
Le CIDFF de l'Ardèche agit, sur mission d'Etat, pour l'égalité femmes hommes et contre les rapports de domination sur l'ensemble du département de l'Ardèche. Pour atteindre cet objectif, son rôle est d'accueillir, d'écouter, d'informer, d'orienter et d'accompagner toute personne et particulièrement les femmes, dans une approche globale.
La spécificité du CIDFF de l'Ardèche a été déterminée comme suit :
* l'accompagnement vers l'autonomie et le développement de la confiance en soi des personnes reçues,
* la complémentarité des approches et des outils grâce au travail d'une équipe engagée, professionnelle mais aussi plurielle, riche de ses différences.

Ses valeurs sont l'égalité, le féminisme, la solidarité, le soutien, le partage, la bienveillance, le travail d'équipe, l'interculturalité mais aussi la pugnacité.

Le travail en équipe avec le bureau et les salarié-e-s a révélé que le CIDFF de l'Ardèche ne doit pas se présenter sous formes de secteurs d'activité mais bien sous la forme d'une équipe pluridisciplinaire qui œuvre en transversalité pour une mission d'égalité femmes hommes. Chaque salarié-e-s possède dans l'association des expertises qui devront être mises en avant lors d'un prochain séminaire de travail.

Je me suis donnée pour objectif durant mon mandat de Présidente de faire connaître de manière plus approfondie sur le territoire les missions du CIDFF de l'Ardèche aux élu-e-s et le bureau se propose de se joindre à moi pour y travailler.

Je vous remercie de votre écoute et laisse les salarié-e-s vous présenter leurs activités.

Pour le CIDFF de l'Ardèche

Geneviève RIEU

La Présidente

Présentation du réseau

Fondée en 1972 à l'initiative de l'État, la Fédération nationale des CIDFF est signataire d'un contrat d'objectifs et de moyens avec l'État. La Fédération nationale est un relais essentiel de l'action des pouvoirs publics en matière d'accès aux droits pour les femmes, de lutte contre les discriminations sexistes et de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle représente les CIDFF auprès des instances nationales, européennes et internationales.

La Fédération Nationale des CIDFF assure la coordination nationale des 105 CIDFF. Répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain et des outre-mer, les CIDFF animent plus de 1 500 permanences de proximité, en milieu urbain, rural ou sensible. Le réseau des CIDFF informe près de 500 000 personnes et délivre près de 950 000 informations.

La mission des CIDFF est reconnue dans le code de l'action sociale et des familles. Le décret du 23 décembre 2015 précise leur champ d'action qui se situe dans le domaine de l'accès aux droits : informer, orienter et accompagner les femmes en particulier et les familles, dans la lutte contre les violences sexistes, le soutien à la parentalité, l'emploi, la création d'entreprise, la citoyenneté, la santé et la sexualité.

Tête de réseau, la Fédération Nationale, propose des services qui permettent aux CIDFF de professionnaliser leur action : un centre de ressources documentaires en ligne, un service de formation, une veille juridique, un service statistique qui agrège et analyse les données statistiques recueillies auprès des CIDFF. Elle élabore des outils adaptés aux pratiques professionnelles de son réseau : guides, support de communication, référentiels métiers. Régulièrement associée à des programmes européens, elle lance et promeut des actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Il crée des partenariats à même d'être déclinés localement. Acteur et observateur des évolutions de la société, la Fédération Nationale organise des journées thématiques, colloques ou séminaires animés par des experts reconnus dans leur domaine de compétence.

Enfin, elle travaille en étroite collaboration avec l'administration centrale du Service des droits des femmes et de l'égalité ainsi qu'avec ses services déconcentrés. Elle est régulièrement auditionnée par les commissions parlementaires chargées des droits des femmes (Assemblée nationale, Sénat, Conseil économique, social et environnemental) pour livrer sa connaissance des problématiques émergentes concernant les femmes et les familles

La Fédération Régionale AURA est née le 3 octobre 2018 .
La FR-CIDFF en Auvergne Rhône-Alpes est un réseau composé de 9 CIDFF.
La FR-CIDFF a pour mission de coordonner les CIDFF de Auvergne Rhône-Alpes pour promouvoir et développer leur dimension régionale, en intégrant les spécificités des territoires.

Actions et capitalisation régionale
- Réponse Direction Régionale des Droits des Femmes sur des actions de sensibilisation aux Violences faites aux femmes dans les milieux ruraux
- Travail et réponse Régionale Auvergne Rhône-Alpes sur un projet d'action "ARIANE" sur l'accompagnement de femmes à l'emploi et à la formation présentée à la Région Auvergne Rhône-Alpes.

Historique de l’association

Le CIFF de l’Ardèche a été créé le **6 février 1984** sous l’appellation Centre d’Information des Femmes et des Familles et Centre d’Information des Droits des Femmes de l’Ardèche à SAINT MAURICE D’IBIE.

En 1992, le CIDF07 devient organisme de formation.

En 1994, le CIDF 07 réalise un diagnostic sur l’accueil des femmes victimes de violences en Ardèche, début d’un investissement particulier sur ce domaine.

En 1995, premières permanences juridiques de "quartier".

En 1996, création d’un groupe de femmes sur le Quartier des Oliviers à AUBENAS.

En 1997, ouverture de 2 lieux d’exercice du droit de visite à AUBENAS et ANNONAY.

En 1998/1999, ouverture d’un Point Accueil et Soutien pour les Femmes Victimes de Violences, ouverture du service départemental de Médiation Familiale et première action de sensibilisation à l’accueil des Femmes Victimes de Violences pour les acteurs de terrain.

En 2001, premier Atelier Permanent d’Insertion au bénéfice des femmes du CIDF07.

En 2002, le CIDF07 devient Bureau d’Aide spécialisé "Femmes Victimes de Violence".

En 2007, le CIDF07 devient CIDFF07.

En 2013, déménagement au Pôle de Services au Quartier des Oliviers (Politique de la Ville) à AUBENAS**,** ouverture de l’Accueil de Jour des Femmes Victimes de Violences à AUBENAS et ANNONAY.

En 2014, 30 ans du CIDFF07, le CIDFF07 devient Référent Départemental Violences Conjugales.

En 2015, signature de la convention TGD (Téléphone Grand Danger), mise en place de VAE Collectives.

En 2016, déménagement de l'antenne d'ANNONAY au Quartier du Zodiaque, zone Politique Ville.

En 2017 et 2018 : stabilisation des actions et des finances. Le CIDFF07 devient membre de la FFER (Fédération Française des Espaces de Rencontre)

En 2019 : Mise en place des outils MAP (Mesure d’Accompagnement Protégé) et ERP (Espace Rencontre Protégé) en complément des Espaces Rencontre. Déploiement des permanences sous forme numérique dans les Maisons France Service. Ouverture de la permanence juridique Droit des Etrangers et Femmes Victimes de Violences étrangères.

Identification de l'association

Nom de l'association : CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DE L'ARDECHE – CIDFF 07
N° SIRET : 329 325 393 000 59 - **RNA** : W072000091
Date de publication au JO des associations : 21/02/1984
Adresse du siège social de l'association : Quartier Les Oliviers – Pôle de Services – 30 avenue de Zelzate – 07200 AUBENAS
Adresse du site internet de l'association : www.cidff07.fr
Présidente : Mme LAFARGE Yvonne - **Vice-Présidente** : Mme RABIER Maryse
Directrice : Mme EXMELIN Nathalie – cidff07@cidfff07.fr

Objet(s) de l'association : Afin de favoriser l'autonomie des femmes, de faire évoluer leur place dans la société et de contribuer à développer l'égalité entre les femmes et les hommes, l'association respecte le principe de laïcité et témoigne d'une neutralité sur les plans politique et confessionnel et a pour objet :

- d'informer les femmes et les familles sur leurs droits, dans une approche globale telle que définie par décret.
- de favoriser l'accès au droit du public en général et des femmes en particulier par l'accueil, l'écoute, l'information gratuite, l'accompagnement et/ou l'orientation dans les domaines juridique, professionnel, économique, social et familial, ceci de façon confidentielle et si nécessaire anonyme.
- de favoriser la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes par ses actions de terrain, notamment au sein des différents dispositifs territoriaux tels que les contrats de pays et les contrats d'agglomération ainsi que ceux liés à la politique de la ville, à l'accès au droit et à l'accès à l'emploi.
- de proposer, de développer et/ou de mettre en œuvre toute action en matière de lutte contre toutes formes de violences faites aux femmes, quel que soit leur âge, que ce soit dans l'espace public, professionnel ou familial et d'impulser des mesures contre les discriminations sexistes, au besoin de défendre et assister les femmes victimes de violences sexistes.
- de proposer une aide et un accompagnement aux personnes en situation de prostitution, aux victimes de la traite des êtres humains, aux femmes victimes de violences ou aux personnes en difficulté.
- de diffuser toute information, par tout support adapté, concernant ses champs de compétences, tels qu'arrêtés par la charte des CIDFF et le Conseil d'Administration de l'association.
- de relayer auprès du public, les mesures législatives et l'action des pouvoirs publics permettant la mise en œuvre de l'égalité entre les femmes et les hommes.
- de porter à la connaissance de la Fédération Nationale des CIDFF, les problèmes spécifiques exprimés par les femmes reçues par le CIDFF07, ainsi que toutes les propositions que l'association juge utiles permettant de faire évoluer la réflexion, les politiques et les dispositifs en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Date	Dénomination	Durée	Labels, certifications : agrément CIDFF, BAV, EICCF, référent violence, REAAP, label PIF…
27/04/1987	Organisme de formation	Annuelle	Agrément Préfecture de Région
1/01/2014	Espaces de Rencontres	Annuelle	Agrément Préfecture de l'Ardèche pour deux espaces de rencontres (Ardèche Nord et Ardèche Sud)
1/01/2014	Accueil de Jour "Femmes victimes de violences"	Annuelle	Agrément DRDFE
1/01/2015	Référent Départemental Femme victime de violence au sein du couple	Annuelle	Agrément Préfecture de l'Ardèche
1/09/2015	Téléphone Grave Danger	Annuelle	Convention Ministère de la Justice
1/01/2016	Habilitation Ministère Droits des Femmes	3 ans	Renouvellement agrément CIDFF
1/01/2016	BAIE Bureau Accompagnement Individualisé Emploi	Annuelle	Agrément CIDFF
1/07/2016	Election postale domicile personnes sans résidence stable	Annuelle	Agrément préfectoral
2017	Service spécialisé d'Aide aux Femmes Victimes de violences Sexistes		Agrément CIDFF
13/09/2017	Accompagnement parcours sortie de prostitution	Annuelle	Agrément Préfecture de l'Ardèche

Composition et liste des membres du CA et du Bureau avec respectivement prénom, nom, fonction et durée des fonctions au sein de l'association et profession(s)

Prénom	NOM	Membre du		Fonction occupée	Profession
		CA	Bureau		
Geneviève	RIEU	☒	☒	Présidente	Retraitée
Nicole	KOPP	☒	☒	Secrétaire	Retraitée
Jacques	DEGENEVE	☒	☒	Trésorier	Cadre ONF
Bruno	ALLIER	☒	☐	Membre actif	Directeur du Crédit Mutuel
Anne-Dominique	BLANC	☒	☐	Membre actif	Retraitée
Stéphane	BOUR	☒	☐	Membre actif	Directeur de SOLEN
Daniel	BOUSSIT	☒	☐	Membre de droit	Directeur de l'UT Ardèche - DIRECCTE
Corinne	BONNET	☒	☐	Membre associés	Elue titulaire de la CAF de l'Ardèche
Reine	LEPINAY	☒	☐	Membre de droit	FRCIDFF Auvergne RA
Jacques	BRUNIER	☒	☐	Membre associés	Président de SOLIHA Ardèche
Cécile	CECCHETTO	☒	☐	Membre associés	Directrice de PÔLE EMPLOI Aubenas
Ghislaine	CORBIN	☒	☐	Membre de droit	Présidente de la FNCIDFF
Marie-Noëlle	DURAND	☒	☐	Membre actif	Présidente de la MISSION LOCALE ARDECHE MERIDIONALE
Nathalie	EXMELIN	☒	☐	Invitée permanente	Directrice du CIDFF 07
Michel	GABON	☒	☐	Invité permanent	Cabinet comptable Alphagec
Leïla Emilie	PEYRARD MINODIER	☒	☐	Invitée permanente	Déléguée du personnel Suppléante
Hervé	HANCQUART	☒	☐	Membre de droit	Directeur de la DDCSPP de l'Ardèche
Jean-Yves	MEYER	☒	☐	Membre de droit	Maire d'Aubenas
Françoise	OROZCO	☒	☐	Membre actif	Retraitée
Antoinette	SCHERER	☒	☐	Membre de droit	Maire d'Annonay
Laurent	UGHETTO	☒	☐	Membre de droit	Président du Conseil Départemental de l'Ardèche

Liste du personnel du CIDFF : fonctions "internes" (associatives, administratives) et fonctions "externes" (professionnelles) à l'association

Prénom	NOM	Fonction occupée / Profession	Genre	ETP
Directrice				
Nathalie	EXMELIN	Directrice	Mme	1.00
Secrétaires				
Sylvie	CHATEL	Secrétaire	Mme	1.00
Isabelle	GOMAS	Secrétaire	Mme	1.00
Sandra	LEBOUL	Secrétaire	Mme	0.74
Juristes				
Marine	ARRES	Responsable du Service Juridique	Mme	1.00
Marion	COLLOMBET	Juriste	Mme	1.00
Leïla	PEYRARD	Juriste	Mme	1.00
Charlotte	SIMON	Juriste	Mme	0.71
Clémence	TIMMERMAN	Juriste	Mme	1
Conseiller-ère-s Emploi/Formation				
Elise	BESSON	Conseillère Emploi/Formation	Mme	1.00
Pascale	COPPALONI	Conseillère Emploi/Formation	Mme	0.87
Marion	LAVOST-TOURTET	Conseillère Emploi/Formation	Mme	0.89
Emilie	MINODIER	Conseillère Emploi/Formation	Mme	0.79
Camille	SCOTTO DI VETTIMO	Conseillère Emploi/Formation	Mme	1
Accueillant-e-s Espaces de Rencontre				
Céline	ANTHERION	Accueillante Espaces Rencontres	Mme	0.06
Charlotte	BEAUGRAND	Accueillante Espaces Rencontres	Mme	0.06
Célia	CARPAYE	Accueillante Espaces Rencontres	Mme	0.06
Aimée	DESCHARMES	Accueillante Espaces Rencontres	Mme	0.06
Jessica	EBERLIN	Accueillante Espaces Rencontres	Mme	0.06
Gilles	HELFT	Accueillant Espaces Rencontres	M.	0.06
Emmerson	HENOC	Accueillant Espaces Rencontres	M.	0.06
Gilles	KACHELHOFFER	Accueillant Espaces Rencontres	M	0.06
Aude	MEHL	Accueillante Espaces Rencontres	Mme	0.06
Anaïs	MODRIN	Accueillante Espaces Rencontres	Mme	0.06
Cécile	PONS	Accueillante Espaces Rencontres	Mme	0.06
Jeannine	STOESEL	Accueillante Espaces Rencontres	Mme	0.06
Sandrine	VIGNAUD	Accueillante Espaces Rencontres	Mme	0.06
Total nombre de salarié-e-s ETP				**13.78**

Formations suivies par les salarié-e-s et bénévoles du CIDFF (nom et prénom des salairé.es et des bénévoles, fonctions occupées au CIDFF, intitulé et domaine d'intervention de la formation, nombre de jour par formation

NOM	Prénom	Statut		Titre de la formation	Date	Nombre de jours
		Salarié-e	Bénévole			
ANTHERION	Céline	☒	☐	Etre accueillant-e d'un espace rencontres	18 et 19 février 2019	2
CARPAYE	Célia					
EBERLIN	Jessica					
EXMELIN	Nathalie					
HELFT	Gilles					
PONS	Cécile					
PEYRARD	Leïla	☒	☐	Appréhension féministe des violences sexistes, un fondement de l'action des CIDFF	18 et 19 mars	2
SCOTTO D VETTIMO	Camille	☒	☐	Le système de la formation professionnelle	25 et 26 mars 2019	2
SCOTTO D VETTIMO	Camille	☒	☐	2ème jour de la formation violence conjugale	3 avril 2019	1
ARRES	Marine	☒	☒	Le système prostitutionnel	08 et 09 juillet 2019	1
BESSON	Elise					
CHATEL	Sylvie					
EXMELIN	Nathalie					
GOMAS	Isabelle					
LAVOST TOURTET	Marion					
LEBOUL	Sandra					
MINODIER	Emilie					
PEYRARD	Leila					
RIEU	Geneviève					
SCOTTO Di VETTIMO	Camille					
TIMMERMAN	Clémence					
TIMMERMAN	Clémence	☒	☐	Interculturalité et parentalité	26 et 27 septembre 2019	2
TIMMERMAN	Clémence	☒	☐	Formation pour les formateurs / trices : acquérir une méthodologie d'animation	9 au 11 octobre 2019	2
ARRES	Marine	☒	☐	Conférence CFCV AUBENAS (par marie-France CASALIS)	17 octobre 2019	1
CHATEL	Sylvie					
EXMELIN	Nathalie					
GOMAS	Isabelle					
BESSON	Elise	☒	☐	Formation créa "Les informations de base en matière juridique, fiscale, sociale et réglementaire" – BpiFrance Paris	3 décembre 2019	1
LEBOUL	Sandra	☒	☐	Nouvelle application statistiques 2020	4 décembre 2019	1
LAVOST-TOURTET	Marion					
MINODIER	Emilie	☒	☐			

PARTIE II :

ACTIVITÉ DU CIDFF DE L'ARDECHE

Introduction : Commenter le profil du public reçu (femmes, hommes, professionnel ou autre), les questions récurrentes et celles émergeantes. Rappeler la stratégie développée par le CIDFF globalement et au travers de ses différents secteurs.

Carte du département avec localisation du siège, des permanences du CIDFF (quartiers politique de la ville et rurales)

Permanences Accès au Droit :

AUBENAS : Siège Social - Commissariat de Police- Centre Social de Pont d'Aubenas – Hôpital – Mission Locale
ANNONAY : Gendarmerie – Hôpital
BOURG SAINT ANDEOL :CMS
DAVEZIEUX : CMS
LAMASTRE : CMS
LARGENTIERE : Gendarmerie
LE CHEYLARD : CMS
LE TEIL : CMS – Ecole du Centre
LA VOULTE SUR RHÔNE : MSAP
PRIVAS : CMS
ROSIERES : Mairie
SAINT MARCEL D'ARDECHE : MSP
TOURNON-SUR-RHÔNE : Centre Socio-Culturel — Gendarmerie
LES VANS : MSAP/CMS
ST AGREVE : numérique en MSAP
VALLON PONT D'ARC : MSAP/CMS

Permanences Emploi / Formation

AUBENAS : Siège Social
ANNONAY : Antenne
JOYEUSE : Maison Digitale/Centre Multi-Média
LE TEIL : Centre Socio-Culturel
PRIVAS : Mairie CCAS– Pôle Emploi
TOURNON-SUR-RHÔNE : Centre Socio-Culturel
VALLON PONT D'ARC : MSAP/CMS

Zones politique ville :
Quartier des Oliviers à Aubenas
Pont d'Aubenas à Aubenas
Quartier du Zodiaque à Annonay

Liste des partenaires opérationnels (associations, entreprises, établissements scolaire, collectivités publiques, observatoires…) et des conventions de partenariat signées

Partenaire (institutions)	Opérationnel/ financier	Titre du projet ou de l'action	Territoire concerné	Fonction dédiée
Préfecture de Région - Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité	☐ op. ☒ fin.	Permanences d'accès au droit, Violences faites aux femmes, Accueil de Jour, Centre documentaire, Egalitic, 25 novembre, 8 mars, formation des médecins	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
DDCSPP - Déléguée Départementale Droits des Femmes et à l'égalité	☒ op. ☐ fin.	Violences faites aux femmes, Accueil de Jour, Centre documentaire, Egalité professionnelle, 25 novembre, 8 mars, Formation des professionnels aux violences conjugales, formation des médecins, des directions de primaire	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes, Administratives
Préfecture de l'Ardèche	☒ op. ☒ fin.	Partenariat Agents de la Préfecture, mise à disposition de locaux, Agréments ER et sortie de prostitution, référent violences intra familiales, MSAP	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
DEPARTEMENT de l'Ardèche	☒ op. ☒ fin.	Permanences d'accès au droit, Bureau d'Aides Femmes victimes de violences, Espaces de Rencontres, circuit des métiers	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Accueillants Espaces de Rencontres, Administratives
CAF de l'Ardèche	☒ op. ☒ fin.	Accompagnement BAIE des femmes à la formation et à l'emploi, Espaces de Rencontres, Partenariat travailleurs sociaux pour l'accompagnement des femmes, informations collectives après la séparation, Site internet Enfants victimes de violences conjugales	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Accueillants Espaces de Rencontres, Administratives
DIRECCTE	☒ op. ☒ fin.	VAE Collectives en IAE, femmes migrantes	DEPARTEMENT et Nord Ardèche	Direction et Responsables, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
AMAV	☒ op. ☐ fin.	TGD, Bureau d'Aides aux Victimes	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes, Administratives
Missions Locales	☒ op. ☐ fin.	Interventions égalité femme homme, Informations juridiques, Collectifs emplois, VAE,	DEPARTEMENT : 3 missions locales (nord, centre-Ardèche, sud-Ardèche)	Direction et Responsables, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
Ordre des avocats	☒ op. ☐ fin.	Permanences d'accès au droit, Formation des professionnels aux violences conjugales, Bureau d'Aides Femmes victimes de violences	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes,
CDAD de l'Ardèche	☒ op. ☒ fin.	Permanences d'accès au droit	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes,
Hôpitaux	☒ op. ☐ fin.	Permanences d'accès au droit, Formation des professionnels aux violences conjugales, Bureau d'Aides Femmes victimes de violences	DEPARTEMENT (Aubenas-Annonay)	Direction et Responsables, Juristes,
Gendarmeries de l'Ardèche	☒ op. ☐ fin.	Permanences d'accès au droit, Bureau d'Aides Femmes victimes de violences	DEPARTEMENT : Groupement07, Annonay, Tournon-sur-Rhône	Direction et Responsables, Juristes,
Commissariats de Police	☒ op. ☐ fin.	Permanences d'accès au droit, Bureau d'Aides Femmes victimes de violences	Aubenas	Direction et Responsables, Juristes,
MSA de l'Ardèche	☒ op. ☒ fin.	Espaces de Rencontres, Partenariat travailleurs sociaux pour l'accompagnement des femmes	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Accueillants Espaces de Rencontres, Administratives

Liste des partenaires opérationnels (suite)

Partenaire (institutions)	Opérationnel/ financier	Titre du projet ou de l'action	Territoire concerné	Fonction dédiée
Ardèche Habitat	☒ op. ☐ fin.	Accompagnement BAIE des femmes à la formation et à l'emploi, Permanences d'accès au droit, Bureau d'Aides Femmes victimes de violences	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes, Administratives, conseillères emploi
ADIS	☒ op. ☐ fin.	Accompagnement BAIE des femmes à la formation et à l'emploi, Permanences d'accès au droit, Bureau d'Aides Femmes victimes de violences	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes, Administratives, conseillères emploi
anpaa	☒ op. ☐ fin.	Accompagnement BAIE des femmes à la formation et à l'emploi, Permanences d'accès au droit, Bureau d'Aides Femmes victimes de violences	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes, Administratives
REAAP	☒ op. ☒ fin.	Commission Parentalité, Outils numérique "enfant victime de violences", Espaces de Rencontres	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Accueillants Espaces de Rencontres, Administratives
Collèges-Lycées	☒ op. ☒ fin.	Interventions milieux scolaires : égalité fille garçon, élargissement des choix professionnels, prévention des violences sexistes	Annonay : Collège Les Perrières, Lycée Marc Seguin, Tournon-sur-Rhône : Lycée Professionnel Aubenas : Collège de Jastres et de Roqua, Lycée Marcel Gimond, LAOS, Le Teil : Collège Chamontin Privas : Lycée Sacré Cœur Chomérac : collège	Direction et Responsables, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
COMMUNES du Département	☒ op. ☒ fin.	Hébergement du siège à Aubenas, mise à disposition de locaux pour les Espaces de Rencontres, Permanences d'accès au droit, Bureau d'Aides Femmes victimes de violences, Accompagnement des femmes à l'emploi	Aubenas, Annonay, Privas; Le Teil, Tournon-sur-Rhône, Rosières, Saint Maurice d'Ibie, Joyeuse, Vallon Pont d'Arc	Direction et Responsables, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
Cour d'Appel de NÎMES	☐ op. ☒ fin.	Bureau d'Aides Femmes victimes de violences, TGD, Espaces de Rencontres	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes, Accueillants Espaces de Rencontres, Administratives
Préfecture de l'Ardèche	☐ op. ☒ fin.	Violences faites aux femmes, Bureau d'Aides Femmes victimes de violences, Commissions Départementales Violences faites aux femmes, Formation force de l'ordre "Lutter contre les violences conjugales"	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes, Administratives
REGION Auvergne Rhône-Alpes	☐ op. ☒ fin.	Accueil, Information, Orientation et Accompagnement de salari-é-es et de sénior-e-s en tant que CEP (portage MIFE), Accompagnement à l'emploi de femmes	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
Pôles Emplois du département	☒ op. ☐ fin.	Accueil, Information, Orientation et Accompagnement de salari-é-es et de sénior-e-s en tant que CEP (portage MIFE), Accompagnement à l'emploi de femmes	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
CHRS (115)	☒ op. ☐ fin.	Bureau d'Aides Femmes victimes de violences	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes, Administratives

Liste des partenaires opérationnels (suite)

Partenaire (institutions)	Opérationnel/ financier	Titre du projet ou de l'action	Territoire concerné	Fonction dédiée
EPE07	☒ op. ☐ fin.	Commission Parentalité, Accompagnement BAIE des femmes à la formation et à l'emploi, Bureau d'Aides Femmes victimes de violences	Aubenas	Direction et Responsables, Juristes, Accueillants Espaces de Rencontres, Administratives
MSAP	☒ op. ☐ fin.	Espaces de Rencontres, Partenariat travailleurs sociaux pour l'accompagnement des femmes, permanences informations juridiques, emploi-formation	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Accueillants Espaces de Rencontres, Administratives
FSE	☐ op. ☒ fin.	Accompagnement BAIE des femmes à la formation et à l'emploi, Création d'activité	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
MDEF	☒ op. ☐ fin.	Projet ASTRE : mise en place de formation intra entreprise sur les compétences informelles	Sud Ardèche	Direction et Responsables, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
GRETA(S) ARDECHE	☒ op. ☐ fin.	Assistance renforcée VAE	Sud-Ardèche	Direction et Responsables, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
Structures de l'IAE Collectif Emplois Solidaire	☒ op. ☐ fin.	Vae Collective	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
FONDATIONS	☒op. ☒ fin.	Mixité dans l'apprentissage, Apprentissage numérique des femmes, Maison Digitale, Création d'activité des femmes	Sud-Ardèche	Direction et Responsables, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
Entreprises	☒ op. ☐ fin.	Sécurisation des parcours des salarié-e-s en entreprise, VAE Collectives	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
SCOP	☒ op. ☐ fin.	Mise à disposition de locaux	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
AMESUD	☒ op. ☐ fin.	Partenariat Emploi/Formation/Création activité	Sud-Ardèche : Communauté de Communes Beaume-Drobie	Direction et Responsables, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
SOLIHA	☒ op. ☐ fin.	Accompagnement BAIE des femmes à la formation et à l'emploi, Permanences d'accès au droit, Bureau d'Aides Femmes victimes de violences	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes, Administratives
MRAP	☒ op. ☐ fin.	Permanences d'accès au droit	DEPARTEMENT	Direction et Responsables, Juristes, Administratives
Centres Sociaux	☒ op. ☐ fin.	Accompagnement BAIE des femmes à la formation et à l'emploi, Permanences d'accès au droit, Bureau d'Aides Femmes victimes de violences, Accueil, Information, Orientation et Accompagnement de salari-é-es et de sénior-e-s en tant que CEP (portage MIFE), Accompagnement à l'emploi de femmes	Tournon-sur-Rhône : Centre Social-Culturel, Aubenas : Au fil de l'Eau, ASA, Le Palabre Annonay : Centre Social Zodiaque	Direction et Responsables, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Administratives

Dispositifs auxquels participe le CIDFF de l'Ardèche

Nom dispositif	Titre projet	Territoire	Fonction	Budget action
Information sur les droits	Permanences d'informations juridiques	DEPARTEMENT	Juristes	69705 €
	Informations collectives sur les droits			6000 €
	8 Mars		Toute l'équipe	1300 €
Violences faites aux Femmes	25 Novembre	DEPARTEMENT	Toute l'équipe	1000 €
	Accueil de Jour			35000 €
	Formations aux violences conjugales			14600 €
	TGD			1850 €
	Outil numérique enfants victimes de violences conjugales			5000 €
Mission transversale : Egalité femme homme	Egalitic	DEPARTEMENT	Direction, Juristes, Conseillères Emploi/Formation	1200 €
	Egalité Professionnelle			500 €
	Interventions en milieu scolaire			2250 €
Emploi/formation	BAIE accompagnement des femmes à l'emploi et formation	DEPARTEMENT	Direction, Conseillères Emploi/Formation	38323 €
	ARIANE			45600 €
	VAE collective IAE			5400 €
	Contrat Objectifs MIFE			84366 €
	Femmes Migrantes			7000 €
	Collectif de dynamisation			1000 €
	Parcours renforcé vers l'emploi FSE			31519 €
Parentalité	Espaces de Rencontres	DEPARTEMENT	Direction, Accueillants Espaces de Rencontres	123368 €
Prestation de services	Sensibilisation/formation	DEPARTEMENT		23635 €

1°) Activité agréée d'information sur les droits

- ✓ Bilan quantitatif :

1747 personnes : 1 244 femmes / 449 hommes / 26 couples / 28 professionnels (Hors informations dans le cadre de collectifs)
+ 204 personnes reçues par rapport à l'année précédente

3982 demandes soit 2.27 demandes par personnes
+ 761 demandes par rapport à l'année précédente

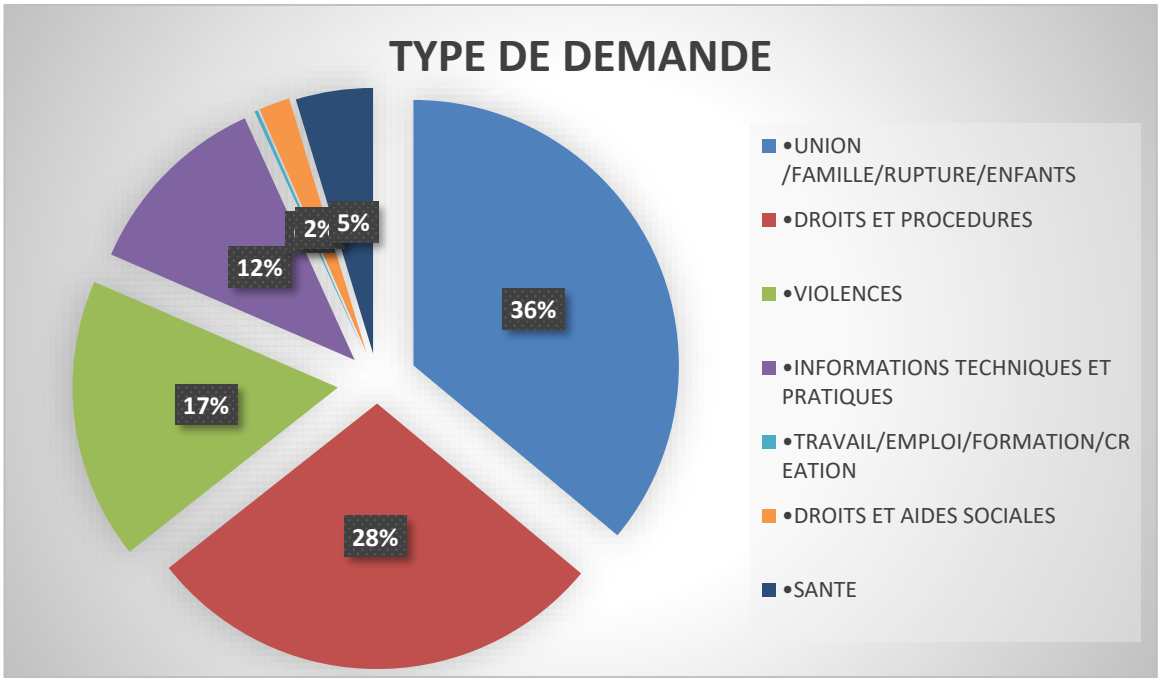
Types de demandes :
Permanences d'Information juridique, gratuite et confidentielle, tout public (homme et femme), et généraliste :

- Droit de la famille : séparation, divorce, PACS, autorité parentale, fixation pension/obligation alimentaire, recouvrement pension alimentaire, successions, filiations, etc.
- Droit du travail : contrat, licenciement, rupture conventionnelle, etc.
- Droit du logement : bail, loyer, préavis, dépôt de garantie, etc.
- Droit des étrangers.
- Droit de la consommation.
- Aide juridictionnelle.
- Etc...

Cette mission se situe dans le cadre global d'une mission confiée par l'état.

La mission des juristes étant de nature strictement informative, elles transmettent à la personne les règles de droit applicables à la situation exposée, sans lui délivrer de conseil. Les juristes orientent alors la personne vers les autres professionnels du droit : avocats, notaires, huissiers, magistrature, etc...

Domaines du droit sollicités :



Nouvelles permanences 2019 :

- RAD étrangers de Privas
- MSAP de La Voulte sur Rhône
- Permanence sinistrée du Teil
- Centre Hospitalier d'Aubenas
- Centre Hospitalier d'Annonay

- ✓ Bilan qualitatif

  + 204 personnes reçues par rapport à l'année précédente :

  Le déploiement des lieux de permanence, toujours au plus près des besoins des personnes, et de leur bassin de vie, et la diversité de lieux de permanence chaque année contribuent à la visibilité du service, à la fréquentation croissante de nos permanences, et donc à encourager l'accès au droit des justiciables.

  + 761 demandes par rapport à l'année précédente :

Les demandes de personnes se complexifient, et elles arrivent souvent avec plusieurs sujets à évoquer.

Concernant l'âge des personnes bénéficiaires du service, ce critère n'évolue pas, ou peu, avec d'année en année une fréquentation relativement stable par tranches d'âges.

Quant au nombre de bénéficiaires du RSA : 163 personnes : 120 Femmes (14.2% des femmes) et 43 Hommes (9.8% des hommes). Ce chiffre est stable.

A noter que 40 % des femmes reçues sont en situation de précarité, et 35% pour les hommes reçus. Cette catégorie de public est en légère baisse.

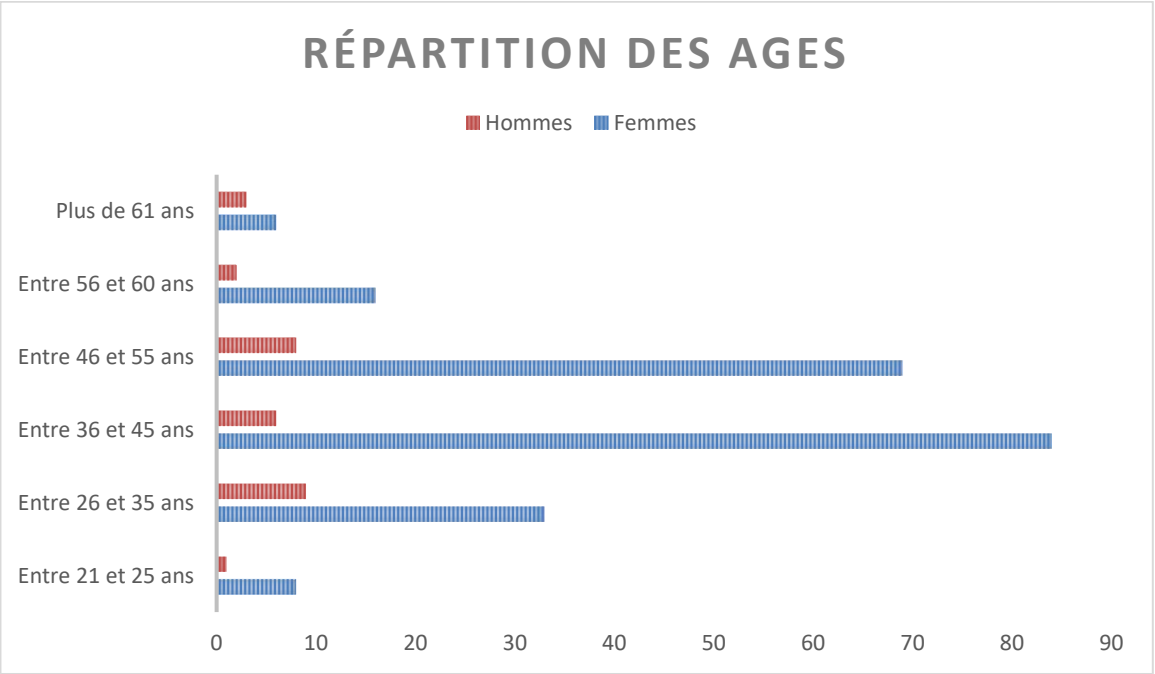
Perspectives 2020

- Déploiement RAD (Relais d'Accès aux Droits) auprès des MSAP (Maison de Service au public) / MFS (Maison France Service) en visioconférence notamment : Thueyts + St Agrève + Villeneuve de Berg
- Renforcement des permanences en nord Ardèche, par le recrutement d'une juriste à Annonay.

2°) Activité d'accompagnement individualisé vers emploi

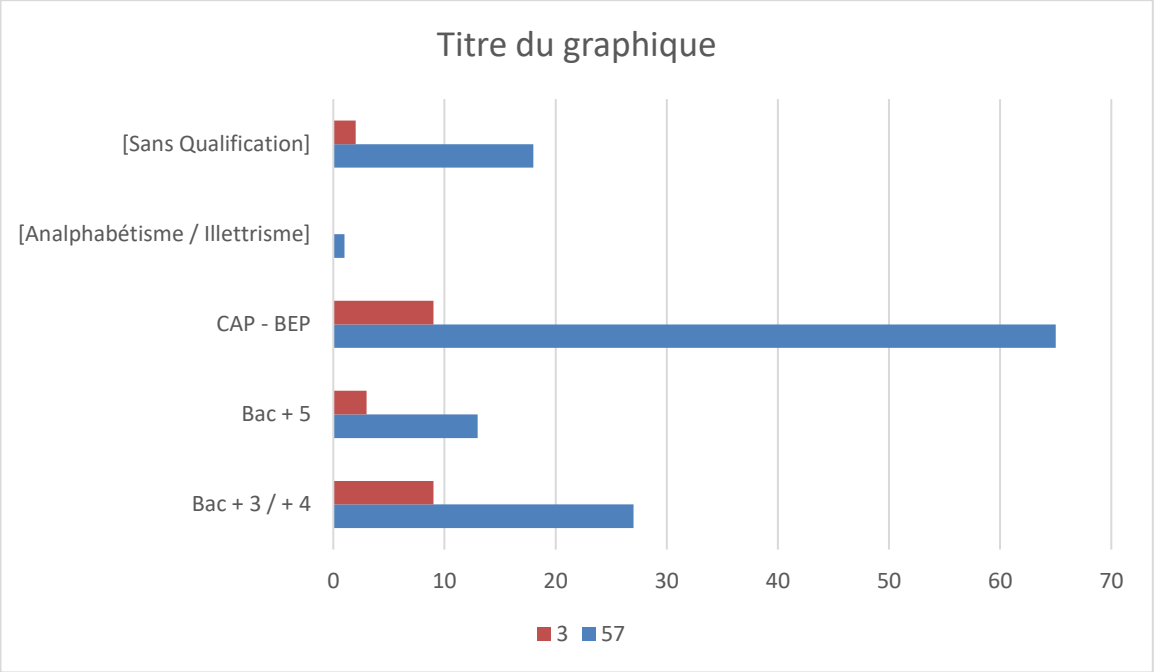
- ✓ Bilan quantitatif :

Pour le CIDFF de l'Ardèche :
735 personnes ont été accueillies et orientées en 2019 par le service Emploi/Formation
259 personnes (dont 228 femmes) ont été accompagnées
Les accompagnements ont été ponctués par des collectifs : Collectif de Dynamisation, Maison Digitale.



93 des femmes sont en situation monoparentale.
7 personnes sont en CLCA, 18 femmes au RSA.

Niveau d'études :



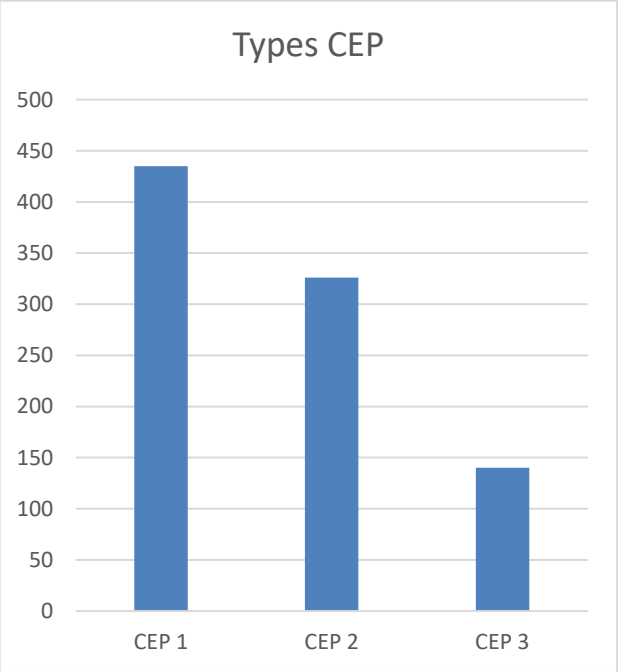
Sur le financement Ariane par la Région Auvergne Rhône-Alpes pour l'accompagnement de **61 femmes**, plus de la moitié étaient seules et 26 avec enfants en situation de famille monoparentale, 22 au RSA, 7 avec le statut d'handicap.

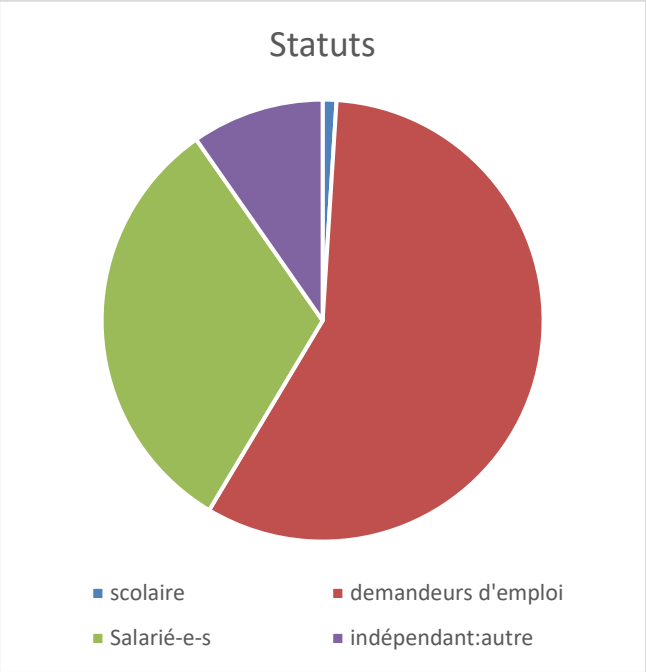
44 PERSONNES ONT EU DES SORTIES POSITIVES

Pour le FSE en 2019 : 143 femmes ont été accompagnées par le service Emploi/Formation

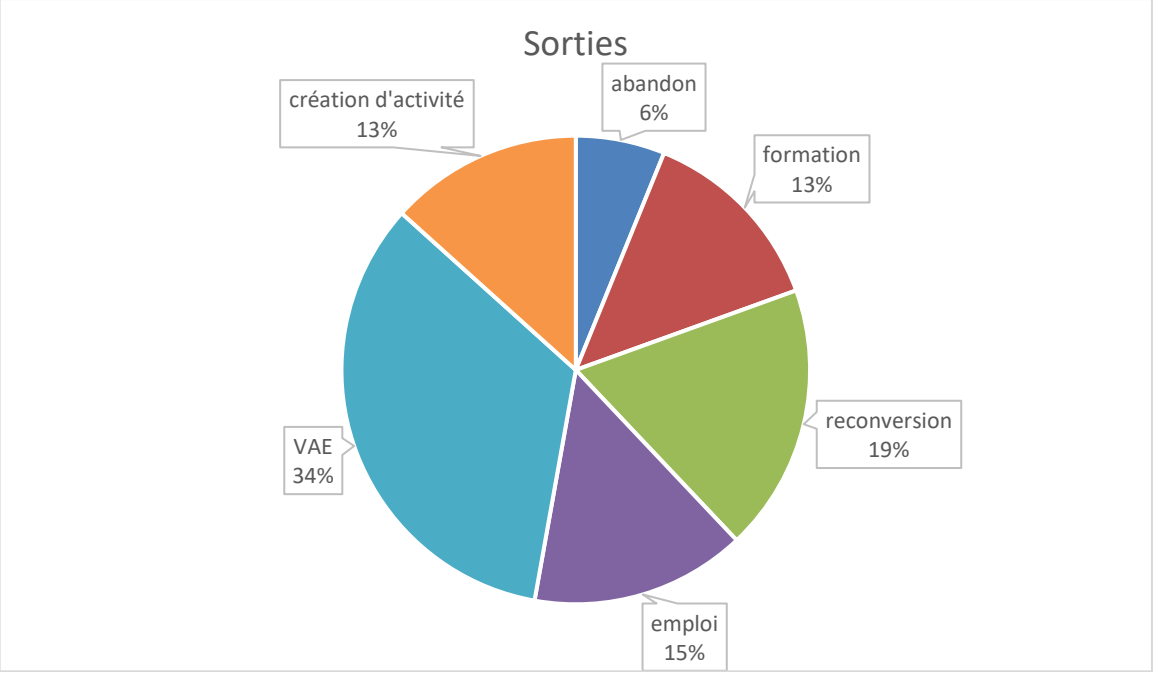
Pour la MIFE de l'Ardèche :
719 personnes ont été accueillies (CEP 1) dont 490 femmes
383 personnes ont été conseillées et accompagnées (CEP 2 et 3)
252 sénior-e-s ont été conseillé-e-s et accompagné-e-s (CEP niv2 et 3)

Une action de VAE Collective a été mise en place par le CIDFF de l'Ardèche et la MIFE de l'Ardèche dans les structures de l'insertion par l'activité économique qui ont permis d'informées 38 salarié-e-s, de diagnostiquer 29 personnes et d'accompagner de manière renforcée 8 personnes.





Type de sortie :



- ✓ Bilan qualitatif :

Pour le CIDFF de l'Ardèche :
Le maintien de financement de la DRDFE ainsi que des fonds de la CAF nous a permis de négocier des fonds FSE, sur l'accompagnement à la formation et à l'emploi.
Une action ARIANE a été négocié avec la Région Auvergne Rhône-Alpes qui a permis d'accompagner 61 personnes vers l'emploi et la formation, dont 29 ont trouvé un emploi et 11 sont entrées en VAE ou en formation.
Le CIDFF de l'Ardèche a été interpellé sur une action "femmes migrantes" rebaptisée "femmes toutes couleurs" qui malheureusement, malgré la multiplication de réunions avec les partenaires, n'a pas vraiment su capter le public, seules 3 femmes ont pu être accompagnées par la suite.

Pour la MIFE de l'Ardèche :
Pour la MIFE de l'Ardèche, les chiffres sont également en baisse concernant les salarié-e-s mais nous avons de plus en plus de sénior-e-s.
L'action commune au CIDFF de l'Ardèche et à la MIFE de l'Ardèche des VAE Collectives en IAE a permis, malgré les difficultés pour trouver les financements, de certifier 3 personnes, une 4ème est en cours de finalisation de validation.

<u>Perspectives 2020</u>
Le <u>CIDFF de l'Ardèche</u> projette de négocier un nouveau Chantier d'Insertion qui aurait pour vocation à la fois l'accès au numérique pour les sénior-e-s, dans sa partie commerciale, et la formation de femmes aux métiers du numérique. Ce secteur propose des offres d'emploi.
Une nouvelle Maison Digitale au siège du CIDFF de l'Ardèche, qui sera installée dans les locaux de La Poste, permettra d'accompagner par le biais de collectifs des femmes vers l'insertion en travaillant sur la fracture numérique. Cette Maison Digitale pourrait servir de tremplin au Chantier d'Insertion.
Mise en place de Circuits des Métiers afin de faire tomber les barrières liées aux stéréotypes sur les métiers, sur la relation avec l'entreprise…

La <u>MIFE de l'Ardèche</u> va organiser son accompagnement plus spécifiquement à destination des Sénior-e-s en organisant des rencontres avec les entreprises lors de Rallyes vers l'Emploi. Reconduction du pilotage d'une VAE Collective en IAE.

3°) Activité d'accompagnement en faveur des femmes victimes de violences

Les besoins des femmes victimes de violences et de leurs enfants sont multiples (accueil, Information, conseil/aide juridique, accompagnement et soutien psychologique, hébergement, relogement...).
Or, de nombreux acteurs interviennent dans leur parcours vers l'autonomie, sans que la coordination des différents intervenant-e-s et la continuité des parcours soient systématiquement assurées. Cette situation constitue une difficulté supplémentaire et un obstacle important pour les femmes victimes de violence qui, en situation traumatique, doivent rechercher tous les interlocuteurs susceptibles de les aider.

Le CIDFF de l'Ardèche, structure spécialisée depuis 30 ans dans la lutte contre les violences faites aux femmes assure sur tout le département des permanences dites "Bureau d'Aide aux Femmes Victimes de violences", qui permettent d'écouter, informer, accompagner, et au besoin réorienter les femmes victimes de violences.

- ✓ Bilan quantitatif :

Ces dernières années, la fréquentation de ce service, assuré par des juristes (bac+4 minimum) formées à ce type d'accompagnement, et à la connaissance du réseau local de lutte contre les violences, est stable :

234 femmes reçues en 2019 (+18 hommes) – (249 femmes reçues en 2018)

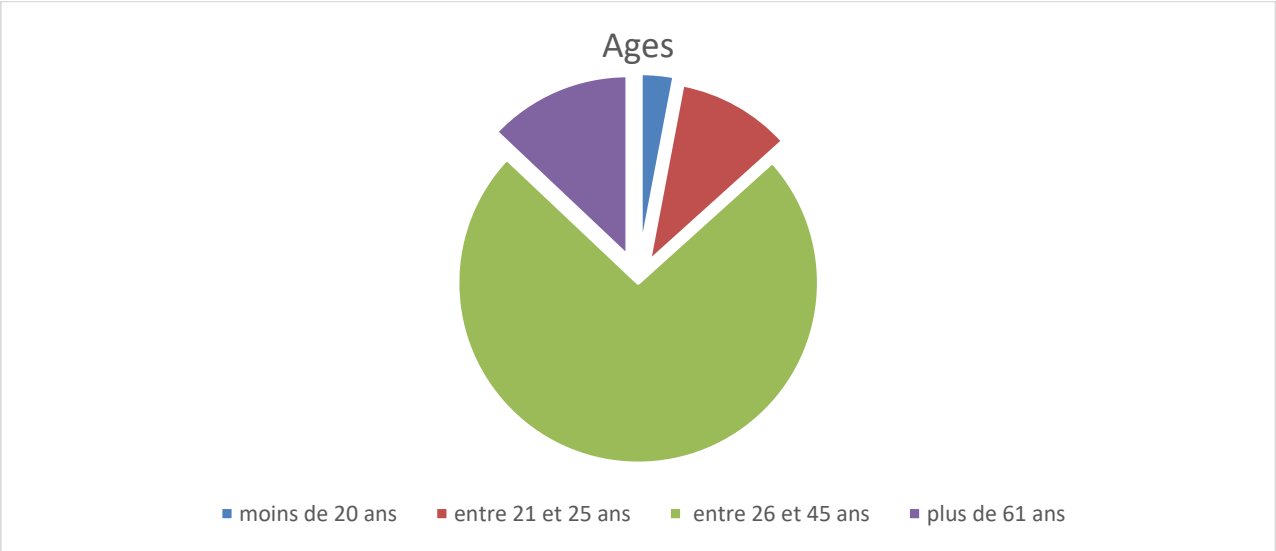
Pour compléter son offre auprès de ce public, le CIDFF de l'Ardèche assure depuis début 2014 l'accueil de jour départemental pour les femmes victimes de violences conjugales, sur Aubenas : 162 femmes reçues en 2019 (+2 hommes) - (188 en 2018)

Tous dispositifs confondus, le nombre de victimes reçues est relativement stable.

En 2019, 258 personnes ont été reçues dans le cadre de notre service d'aide aux femmes victimes de violences

258 personnes informées :

Femmes	234
Hommes	18
Professionnels-les	6



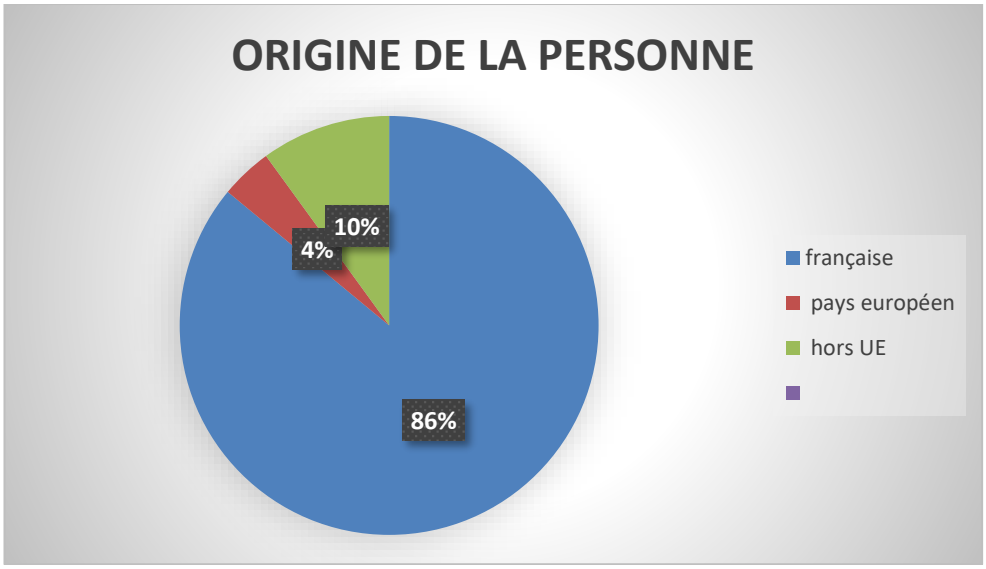
On note une augmentation de 3 points des – de 25 ans et de 2 points des plus de 60 ans.

Situation matrimoniale :

53 % seule
30% en couple
17% en cours de séparation

Le travail d'information consiste notamment à informer la victime de l'impact des violences auxquelles les enfants sont directement ou indirectement exposés. En effet, elles sont tentées de se maintenir dans la situation de violence, pour "ne pas les priver de leur père" ou par peur que les enfants restent seuls après la rupture, avec leur père, dans le cadre des droits de visite et d'hébergement. L'impact des violences sur les enfants sont assez largement méconnues, dès lors que l'enfant n'est pas directement victimes de violences de l'auteur. Par ailleurs, il convient d'insister sur la définition de l'autorité parentale, notamment le devoir de sécurité des enfants, qui peut pousser la victime à agir.

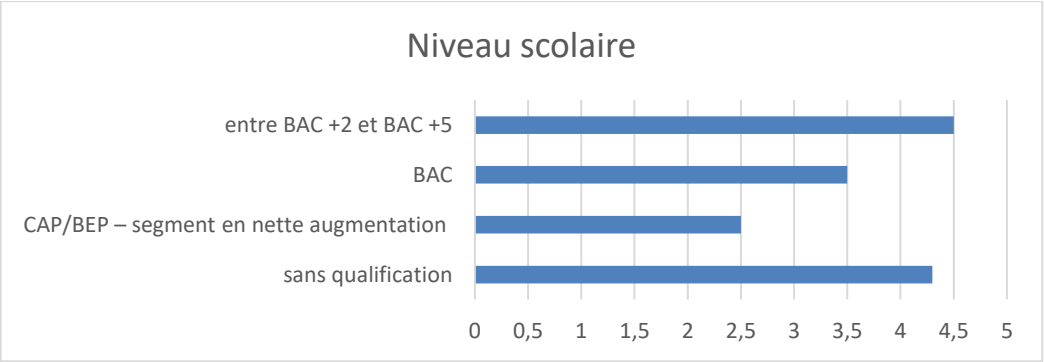
Nationalité :



Situation par rapport à l'emploi :

50% sans emploi
50 % en emploi

Niveau d'études :



Logement :

82% logement autonome
A défaut : 18% Hébergée en institution (hôtel ou CHRS)

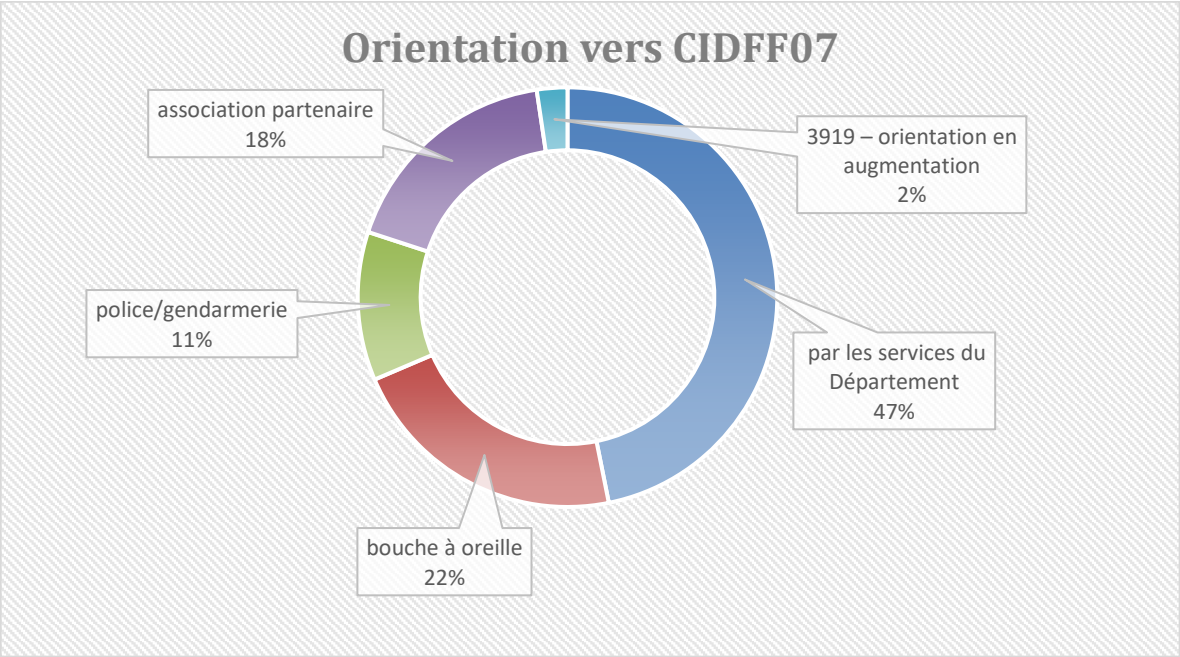
Modalités d'informations :

14% par téléphone
86% en accueil physique

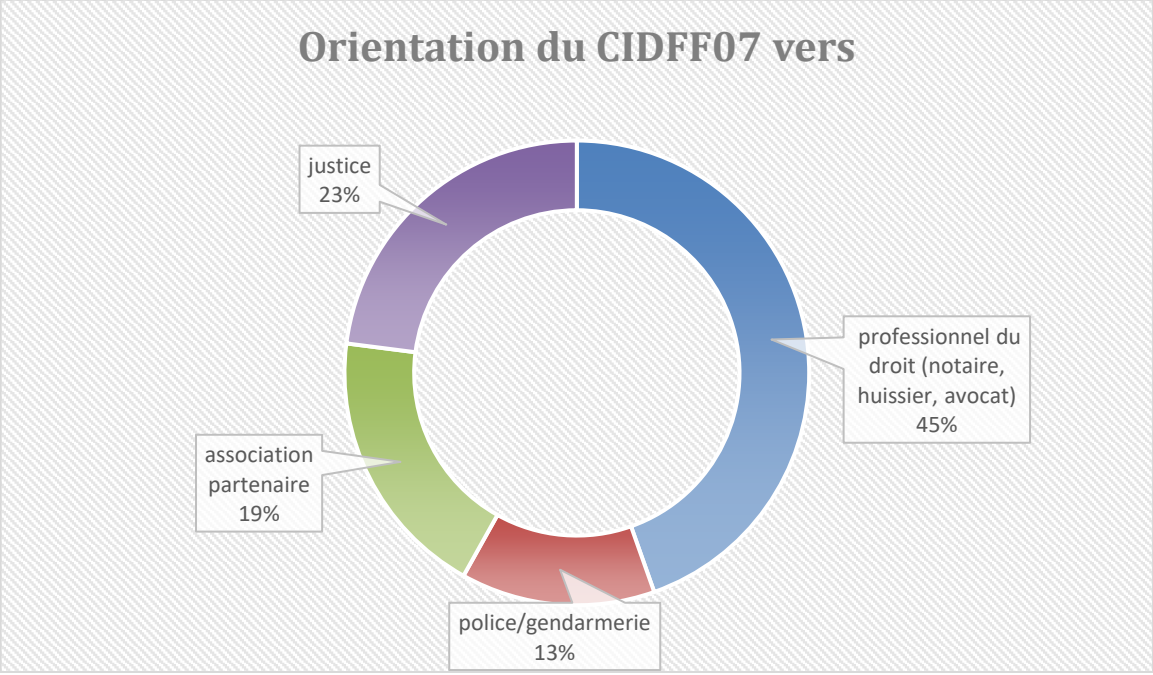
Dans le cadre de l'accueil physique, les rendez-vous durent généralement 1 heure, et il est systématiquement proposé à la victime de se revoir, à 2 ou 3 semaines.

Orientation vers le CIDFF de l'Ardèche :

31.9% par les services du Département
14.8% bouche à oreille
7.8% police/gendarmerie
12% association partenaire
1.6% 3919 – orientation en augmentation



Orientation par le CIDFF de l'Ardèche :

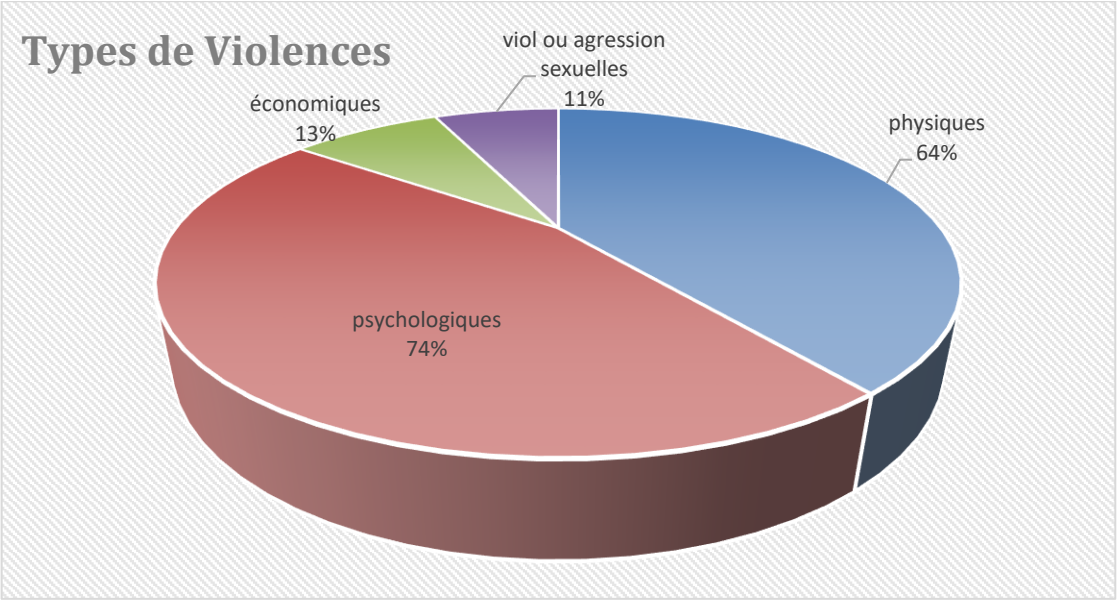


En matière d'accès au droit, les juristes du CIDFF de l'Ardèche informe la femme victimes des recours possibles, et oriente vers les professionnels du droit, pour la mise en œuvre de ces procédures, et pour le conseil. De plus en plus de victimes accueillies présentent un état de santé préoccupant.

Contexte des violences :

75% dans le couple – en nette augmentation
5% intrafamiliales (par ascendant ou descendant)
2% interpersonnelles au travail
21% par autre personne (connue)

Types de violences (cumulatives) :



1 cas de mariage forcés
6 cas de privations de papiers
2 cas de prostitution

Le travail de l'accueillante consiste notamment à nommer et qualifier les violences, tant passées que présentes. Souvent les femmes nous disent "il ne me bat pas, donc je ne suis pas victime". Par ailleurs, les violences sexuelles sont très régulièrement justifiées pas la notion de "devoir conjugal", encore très ancré dans les esprits.

Le CIDFF de l'Ardèche assure sur 23 lieux du Département ardéchois un bureau d'aide aux victimes (BAV/SAVS), spécifique aux femmes victimes de violences (conjugales, intrafamiliales, professionnelles, etc...). L'objectif est de les aider à rompre le cycle de la violence et trouver les moyens de leur autonomie.

Quatre (4) juristes salariées et diplômées (minimum niveau M1) y proposent une écoute, une information (mécanismes des violences, droit et procédure civils, en amont ou en aval de la procédure, orientations vers les autres partenaires et professionnels du droit), et un suivi dans la durée. Ces professionnelles sont formées à la problématique des violences conjugales, connaissent le réseau départemental de lutte contre ces violences, et travaillent dans une dynamique partenariale.

Afin de consolider son partenariat local et offrir aux victimes des lieux de permanences adaptés à leur besoin, la stratégie de développement du CIDFF de l'Ardèche consiste à tenir des permanences dans des lieux variés et complémentaires :

- En Centres Hospitaliers à Aubenas et à Annonay.
  Le CIDFF de l'Ardèche est partie aux récentes conventions "prise de plainte en milieux hospitaliers", tant en tant qu'association d'aide aux victimes spécialisée, qu'en tant qu'organisme de formation pour les agents hospitaliers
- En Gendarmerie à Annonay, Tournon-sur-Rhône, Le Cheylard (création 2020), Largentière et en Commissariat à Aubenas
  Le CIDFF de l'Ardèche est partie aux convention "traitement des mains courantes (MC) et des renseignements judiciaires (PVRJ)" en Ardèche, ses coordonnées devant être remises aux victimes de violences conjugales.
- En Centres médicaux sociaux (CMS) à Privas, Le Teil, Bourg st Andéol, Davézieux
- En MSAP (Maisons des services au public) ou Maisons France Service à Les Vans, Vallon Pont d'Arc, La Voulte, St Marcel d'Ardèche
- En Mairie ou bureaux d'intercommunalité à Rosières et Lamastre

Le CIDFF de l'Ardèche a également développé, dans un souci d'accessibilité aux victimes résidant en milieu très rural, ou ayant des difficultés à se déplacer, notamment en raison du contrôle et de l'emprise qu'elles subissent, deux permanences en visioconférence mensuelles, via Skype, en partenariat avec les Maisons France Service de St Agrève et Thueyts (création 2020).

En 2019, le CIDFF de l'Ardèche a créé une permanence d'aide aux femmes victimes de violences, spécialisée femmes étrangères victimes de violences :

La fédération nationale des CIDFF (FNCIDFF) fait remonter que 30% des victimes reçues par l'ensemble des CIDFF en France dans le cadre de leur mission d'aide aux victimes sont des femmes étrangères.
Elles peuvent être exposés à des formes de violences plus particulières : mutilations sexuelles, mariage forcé, polygamie, crime d'honneur, etc...
En outre, la précarité administrative ou matérielle de certaines femmes étrangères est également un facteur d'exposition aux violences. Plusieurs facteurs y concourent : méconnaissance de leur droits, discrimination, fragilité des titres de séjours dépendant souvent de la continuation de la vie commune avec l'auteur de violences.
Enfin, la technicité de la matière du droit des étrangers nécessite un niveau de professionnalisation important.
Le CIDFF de l'Ardèche a dans son équipe une juriste spécialisée et formée à l'accueil de ce public spécifique, qui assure chaque semaine, tous les jeudis, une permanence spécifique à Privas, ville préfecture.

- ✓ Bilan qualitatif :

Pour le Bureau d'Aide aux Femmes Victimes de Violences :
Augmentation des femmes de + de 61 ans ; elles sous estiment souvent les violences, considérées souvent comme inhérentes à la vie de couple, banalisées. Elles se posent aussi souvent des questions d'ordre matériel et financier, lorsqu'elles n'ont pas eu d'activité professionnelle propre : la dépendance économique constitue alors un frein supplémentaire aux démarches.
Le travail d'information consiste notamment à informer la victime de l'impact des violences auxquelles les enfants sont directement ou indirectement exposés. En effet, elles sont tentées de se maintenir dans la situation de violence, pour "ne pas les priver de leur père" ou par peur que les enfants restent seuls après la rupture, avec leur père, dans le cadre des droits de visite et d'hébergement. L'impact des violences sur les enfants sont assez largement méconnues, dès lors que l'enfant n'est pas directement victimes de violences de l'auteur. Par ailleurs, il convient d'insister sur la définition de l'autorité parentale, notamment le devoir de sécurité des enfants, qui peut pousser la victime à agir.

Le sort des femmes migrantes est, depuis plusieurs années une réelle préoccupation. En effet, aux violences conjugales s'ajoute la dépendance administrative, qui fait peser une chape de plomb sur les démarches possibles pour ces femmes. Les dispositifs du CESEDA en matière de protection de femmes migrantes victimes de violences sont très largement méconnus par ces dernières. Aussi, la plaquette de lutte contre les violences du CIDFF de l'Ardèche existe en 6 langues (français, anglais, arabe, espagnol, turc, mandarin), afin de rappeler que la loi protège chaque citoyen sur le territoire national, quel que soit sa nationalité, ou sa situation administrative.

On note que la dépendance économique concerne un grand nombre de victimes, et constitue, de fait, un frein qu'il convient de travailler en partenariat avec d'autres structures : service d'accompagnement vers l'emploi, aides sociales, etc...
Certaines femmes ne sont pas autorisées à travailler, ou du moins à plein temps ; d'autres doivent supporter seule les charge du ménage.

¼ des victimes sont de niveau minimum bac+2. Cela constitue un argument qui permet de sortir des stéréotypes au sujet du profil de victimes de violences.
Si elles vivent dans un logement automne, il peut parfois s'agir du bail au nom du conjoint, partenaire ou concubin, ou d'un logement en nom propre de l'auteur. Lorsque le logement est à leur nom, la question de *l'expulsion* du conjoint se pose. De façon générale, de nombreuses questions sont posées autour de la possibilité ou pas de quitter le domicile conjugal, et au sujet de l'*éviction* du conjoint violent (par le biais d'une procédure civile, l'ordonnance de protection, ou à différents stades de la procédure pénale)

Perspectives 2020

Le CIDFF de l'Ardèche propose le renouvellement, dans le cadre du FIPD 2020, de l'action réfèrent violence. Cette action intégrera cette année 3 axes :

A/ La contribution à la consolidation du réseau départemental de lutte contre les violences avec :
- la participation aux réunions de réseau,
- la tenue de 4 sessions de formation "Lutter contre les violences conjugales", pluridisciplinaires, coanimées, à Aubenas, Privas, Guilherand-Granges et Annonay

B/ La poursuite de l'action d'aide aux victimes, avec le développement de deux nouveaux lieux de permanence : création d'une permanence en visioconférence à Thueyts, création d'une permanence à la Gendarmerie de Lamastre + réouverture d'un accueil de jour violences conjugales à Annonay + recrutement d'un-e juriste basée à Annonay, afin d'absorber les besoins de ce bassin de vie en terme d'aide aux victimes.

C/ Agrément de l'association CIDFF de l'Ardèche en tant qu'association d'aide aux victimes par le Ministère de la Justice et reconduction de notre demande d'agrément "Parcours de Sortie de Prostitution".

De plus, en 2020, le CIDFF de l'Ardèche souhaite être structure porteuse de dispositifs innovants tels que :

- **L'appel à projet 2020 du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) prévoit le soutien d'action en faveur des victimes de violences conjugales et intrafamiliale, notamment les actions des ISCG (intervenant-e-s social-e-s en Commissariat et en Gendarmerie)**

Conformément à cette note de cadrage, et fort de son expertise et de son ancrage territorial, le CIDFF de l'Ardèche se positionne pour le portage dans le département des deux postes d'ISCG proposés par l'Etat.
Par sa proximité avec les forces de l'ordre (policiers et gendarmes) et sa connaissance des procédures, l'intervenant-e social-e en Commissariat ou en unité de Gendarmerie permet à ses collègues des services sociaux de mieux comprendre le fonctionnement interne des services de sécurité intérieure, les procédures judiciaires et il contribue à décloisonner les actions de chacun et chacune.
L'intervenant-e social-e assure l'interface entre les services sociaux et les services de police, il-elle facilite la coordination entre eux, relaye et concourt à expliciter les démarches entreprises. Il-elle représente un trait d'union, une passerelle pertinente entre les forces de sécurité intérieure, les secteurs sociaux, judiciaires et/ou médicaux.

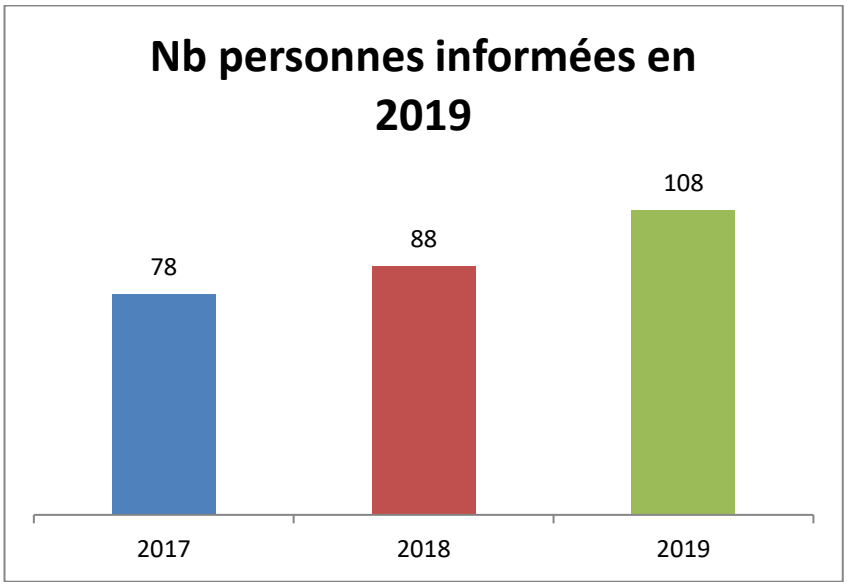
- **Création, formation et impulsion d'un Réseau d'Accueil Citoyen pour femmes victimes de violences conjugales ou intrafamiliales**

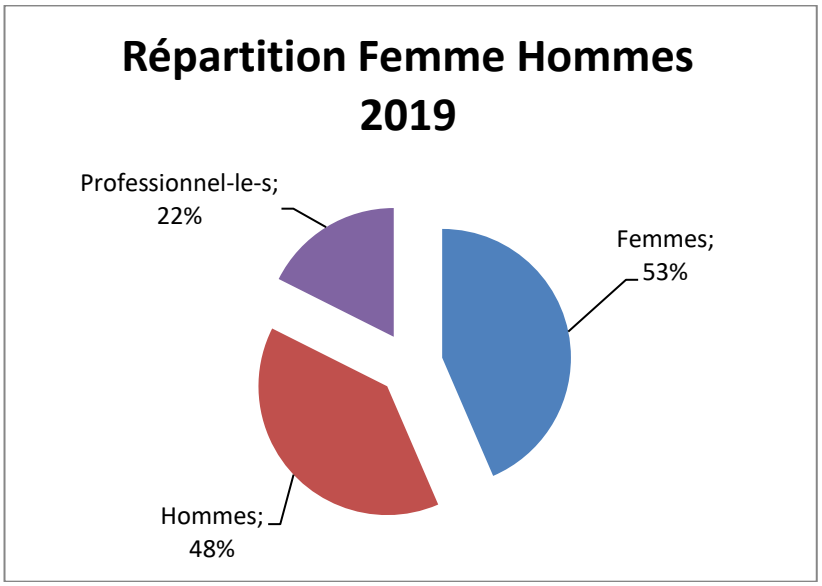
Le CIDFF de l'Ardèche souhaite créer en Ardèche un Réseau d'Accueil Citoyen et d'accompagnement de femmes et enfants en danger.
De par son expérience d'association référente violences conjugales, en en concertation avec son réseau de partenaires institutionnels, notamment la DRDFE, le CIDFF de l'Ardèche a conclu à la nécessité de construire une solution complémentaire à l'existant en matière de mise à l'abri de femmes et/ou enfants victimes de violences.
Constat est fait qu'un accompagnement global, spécifique à ce public vulnérable, est nécessaire pour une mise à l'abri pertinente.
Par ailleurs, dans le cadre du confinement, plusieurs personne physiques (citoyens), ou morales (collectivités publiques) nous ont sollicité pour la coordination d'un réseau citoyen d'hébergement de femmes victimes de violences et de leurs enfants.
Pour se faire, un poste de chargé-e de mission logement ou coordinatrice/coordinateur logement est créé au CIDFF de l'Ardèche, en collaboration avec les services emploi, juridique, aides aux victimes, parentalité, etc...
La/le chargé-e de mission s'appuie sur l'expertise du CIDFF de l'Ardèche qui l'emploie et qui pilote déjà plusieurs dispositifs dans le domaine de l'aide aux victimes de violences conjugales et intrafamiliales (Accueil de jour, Protection Téléphone Grave Danger, appartements relais...).

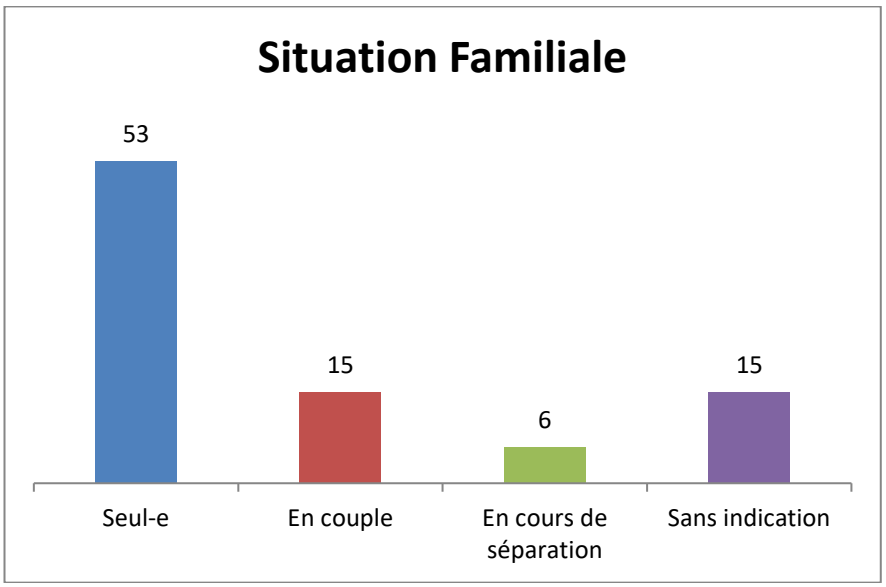
4°) Activité relative au soutien à la parentalité

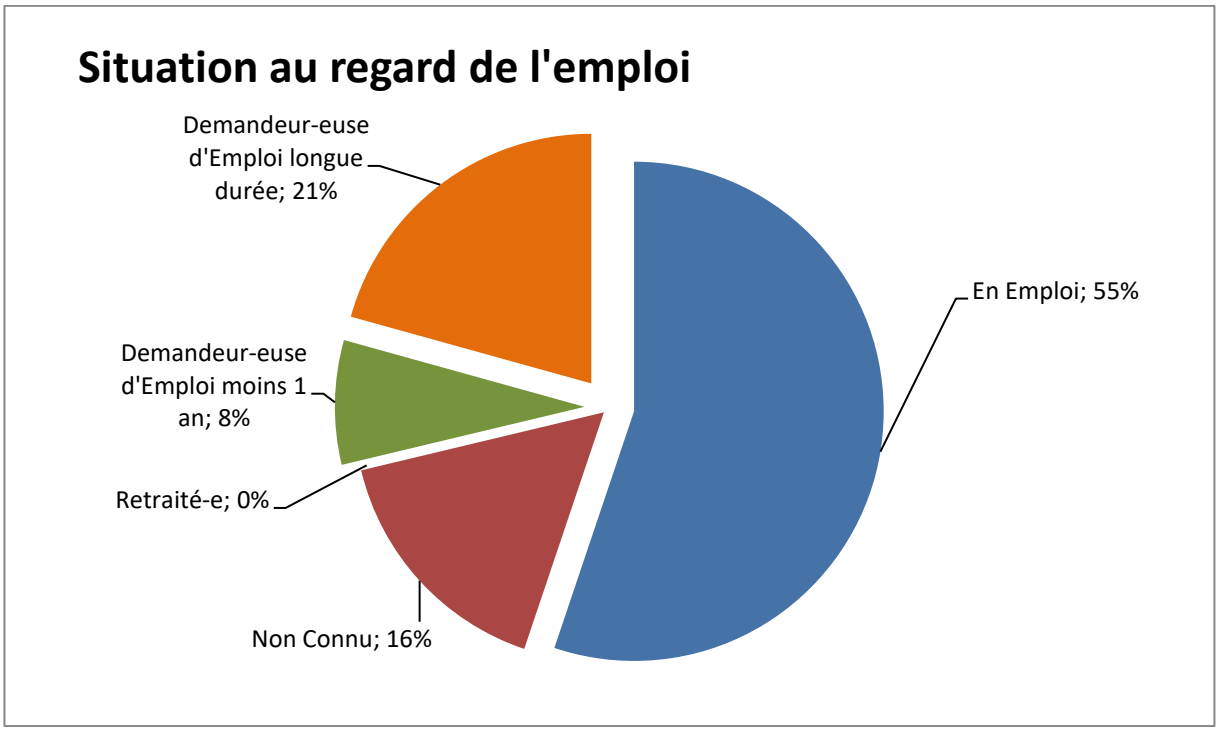
- ✓ Bilan quantitatif :

55 familles (-5%) ont été accueillies soit 73 enfants (-4%) pour 327 visites (+1%).









✓ Bilan qualitatif :

Les chiffres 2019 cumulés pour les deux espaces de rencontres permettant d'avoir une vision de cette activité au sein du CIDFF07 sont les suivants :
↳ 55 familles (-5%) accueillies en 2019 pour 73 enfants
↳ 327 rencontres-droits de visites fixées (+1%) : 209 droits de visites "classiques" (64%) et 118 avec "sorties" (36%), en forte augmentation (+51%). Constat, une nouvelle fois, d'une baisse de 12% d'absences aux droits de visites
↳ 138 rendez-vous (Entretien préalable individuel, bilans) fixés avec les familles (-16%). Constat également d'une nouvelle baisse des absences à ces rdv, 13% taux de d'absence.

Profils des situations :

↳ Personnes visiteuses : 83 % des situations où c'est le père qui est visiteur (chiffre stable) ; 11% des situations où c'est la mère qui est visiteuse (chiffre en baisse) ; 6 % des situations où se sont les grands-parents qui sont visiteurs (chiffres en baisse)

↳Nombre d'enfants par situation : 69% des situations où il y a 1 seul enfant ; 27% des situations où il y a 2 enfants et 4% des situations où il y a 3 enfants et plus (chiffres stables)

↳Âges des enfants : 8% des situations où l'-les enfant-sa-ont entre 0 et 2 ans (en augmentation) ; 12% des situations où l'-les enfant-sa-ont entre 3 et 5 ans (en baisse) ; 60% des situations où l'-les enfant-sa-ont entre 6 et 11 ans (principale tranche d'âge accueillie – en augmentation) ; 20% des situations où l'-les enfant-sa-ont plus de 12 ans, public "ados" (en baisse)

↳Rythme des rencontres : 51% des situations ont 1 droit de visites par mois et 49 % en ont 2 par mois

L'activité des espaces de rencontres c'est aussi :
1774 heures d'ouvertures (droits de visites, rendez-vous, réunions, administratifs, fonctionnement) (+36%)
3036 heures d'activité total tous salarié-e-s confondu-e-s : 12 accueillant-e-s mais aussi le personnel administratif : Direction, Comptabilité et Coordination (+44%)

On dénombre 51 nouvelles mesures en 2019 : 82% émanant des JAF, 4% émanant d'une Cour d' Appel et 14% sur "invitation" (demande de l'un ou les deux parents, sans décision de justice, mais avec accord amiable des deux parents), soit une légère augmentation des demandes "volontaires".

61% des nouvelles situations ont une ou des "problématique-s" (+19%) : violences conjugales (58%) en augmentation, troubles psychiatriques (3%) en baisse, ou problème-s d'addiction-s (39%) en forte augmentation.

Possibilité d'avoir les chiffres détaillés par Espace de Rencontre et d'autres chiffres complémentaires sur demande auprès du secrétariat.

Difficultés rencontrées

- Pas de rencontre annuelle avec les JAF
- Problématiques des situations qui relèvent plus de la médiation que des espaces de rencontres
- Liste d'attente jusqu'à 8 mois pour "Le Ricochet" : dédoublement des rendez-vous lors de 4 samedis pour réduire la liste d'attente
- Pas de location d'un véhicule pour assurer les MAP à l'espace de rencontre" La Courte Echelle" à Tournon-sur-Rhône possible sur Tournon-sur-Rhône et les alentours : location se font à Romans-sur-Isère à 40 Km aller-retour
- Transmission d'informations entre les accueillant-e-s et la coordination de plus en plus lourde
- Transmission des jugements, parfois adressés directement dans les lieux où se déroulent les droits de visites (Centre Social de l'ASA pour Le Ricochet à Aubenas et Maison Municipale Pour Tous pour La Courte Echelle à Tournon-sur-Rhône).

Professionnalisation et formations 2019 :

- Formations des nouveaux-elles accueillant-e-s (6 personnes) : 18 et 19 février 2019
- Réunion avec les financeurs (JAF, Conseil Départemental de l'Ardèche, CAF, REAAP) et Partenaires (DDFE) pour les modalités de mise en place des MAP et ERP : 12 février 2019
- Formation des accueillant-e-s et du personnel administratif à la problématique des violences conjugales : intervention d'une demi-journée de la Responsable du Service Juridique du CIDFF, lors de la réunion départementale : 14 juin 2019
- Participation à la réunion annuelle des associations de médiation familiale et des espaces de rencontres à la Cour d'Appel de Nîmes : 20 juin 2019
- Réunion avec les JAF : 19 septembre 2019
- Réunion avec l'ordre des avocats : 9 octobre 2019
- Mise en place des Mesures d'Accompagnement Protégé (MAP) et des Espaces de Rencontres Protégés (ERP)

Perspectives 2020 :

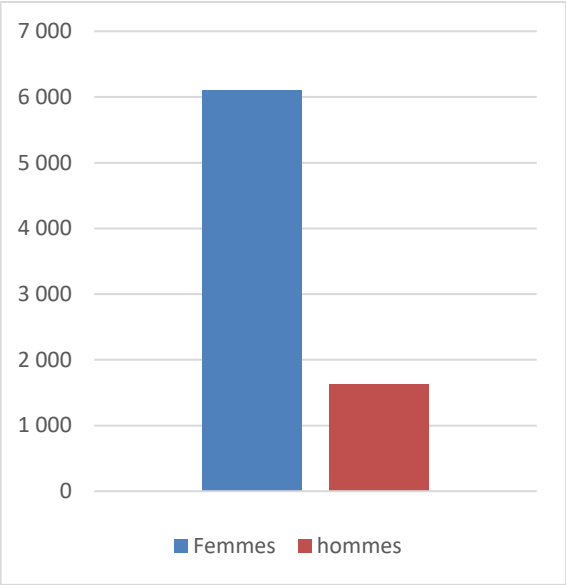
- Poursuite de la mise en place des Mesures d'Accompagnement Protégé (MAP) et des Espaces de Rencontres Protégés (ERP)
- Ouverture des deux espaces de rencontres à la journée (de 9h à 17h)
- Augmentation des temps de "Supervision" des équipes 1.5 heures par mois, soit 18 heures annuelles, au lieu de 12 heures.
- Pensée de manière globale à équiper l'espace de rencontre "La Courte Echelle" avec un véhicule de service, qui profiterait également à notre salariée de l'antenne d'Annonay
- Mise en place d'un système numérique d'informations entre la coordination et les équipes d'accueillant-e-s (achats à prévoir : ordinateurs, scanners/imprimantes, forfait internet adapté)
- Mise en place d'une communication avec les familles uniquement par mail : notice d'information à destination des parents, présentant le dispositif des espaces de rencontres, est adressée aux familles dès le premier contact, par mail
- Mise en place d'un questionnaire de satisfaction auprès des utilisateurs

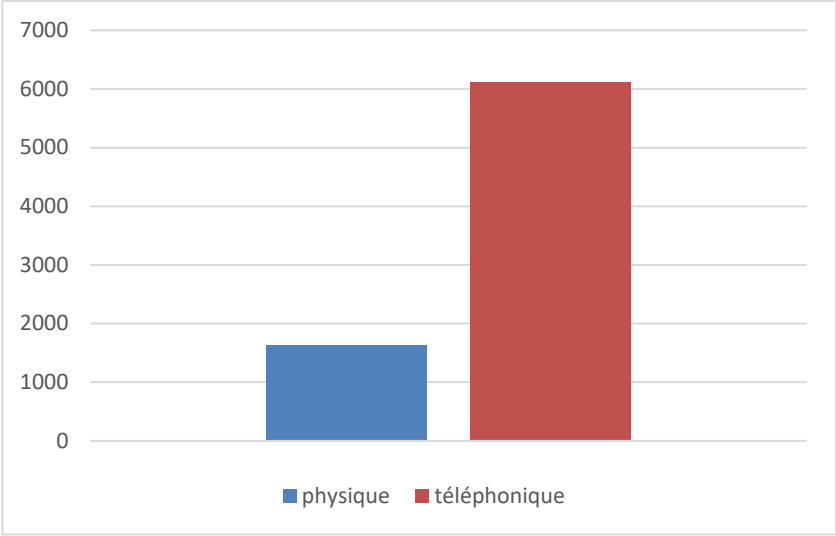
5°) Activité relative à l'Accueil-Secrétariat à Aubenas

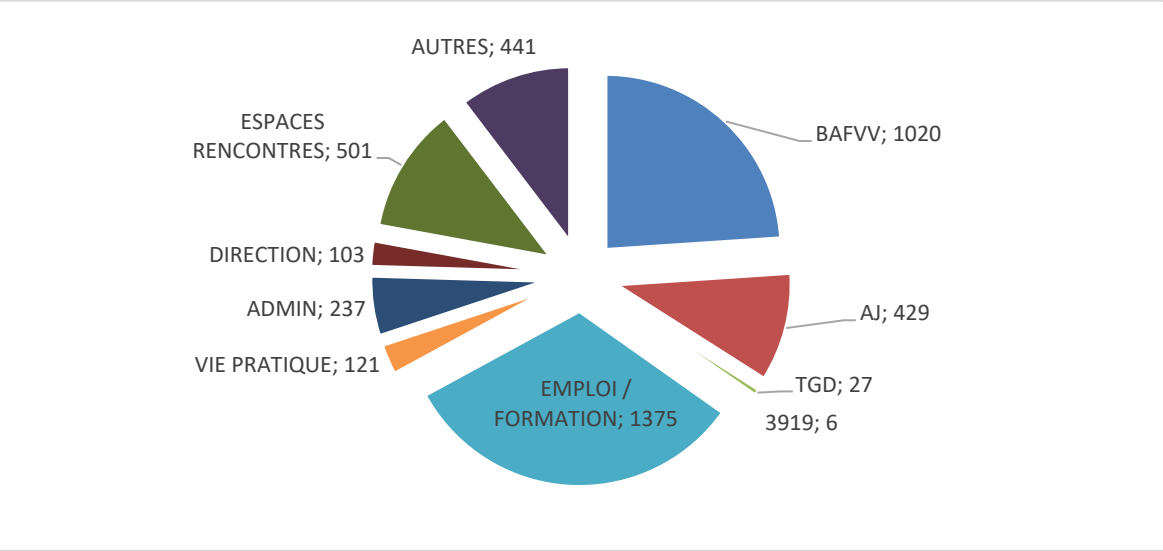
- ✓ Bilan quantitatif :

7736 personnes ont été accueillies soit 6062 par téléphone et 1674 en physique ; dont 6108 femmes et 1628 hommes.

GENRE	JURIDIQUE		BAFVV		AJ		TGD		3919		EMPLOI / FORMATION		VIE PRATIQUE		ADMIN		DIRECTION		ESPACES RENCONTRES		AUTRES	
	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites
Femme	**2147**	**420**	**811**	**152**	**198**	**219**	**24**	**3**	**1**	**5**	**794**	**370**	**100**	**7**	**165**	**8**	**71**	**17**	**316**	**1**	**189**	**90**
Homme	**676**	**233**	**45**	**12**	**2**	**10**	**0**	**0**	**0**	**0**	**155**	**56**	**12**	**2**	**59**	**5**	**14**	**1**	**183**	**1**	**100**	**62**
TOTAL	**2823**	**653**	**856**	**164**	**200**	**229**	**24**	**3**	**1**	**5**	**949**	**426**	**112**	**9**	**224**	**13**	**85**	**18**	**499**	**2**	**289**	**152**
TOTAL FEMMES	2567		828		963		27		6		1164		107		173		88		317		279	
TOTAL HOMMES	909		33		12		0		0		211		14		64		15		184		162	
TOTAL PAR ACTION	3476		861		417		27		6		1375		121		237		103		501		441	

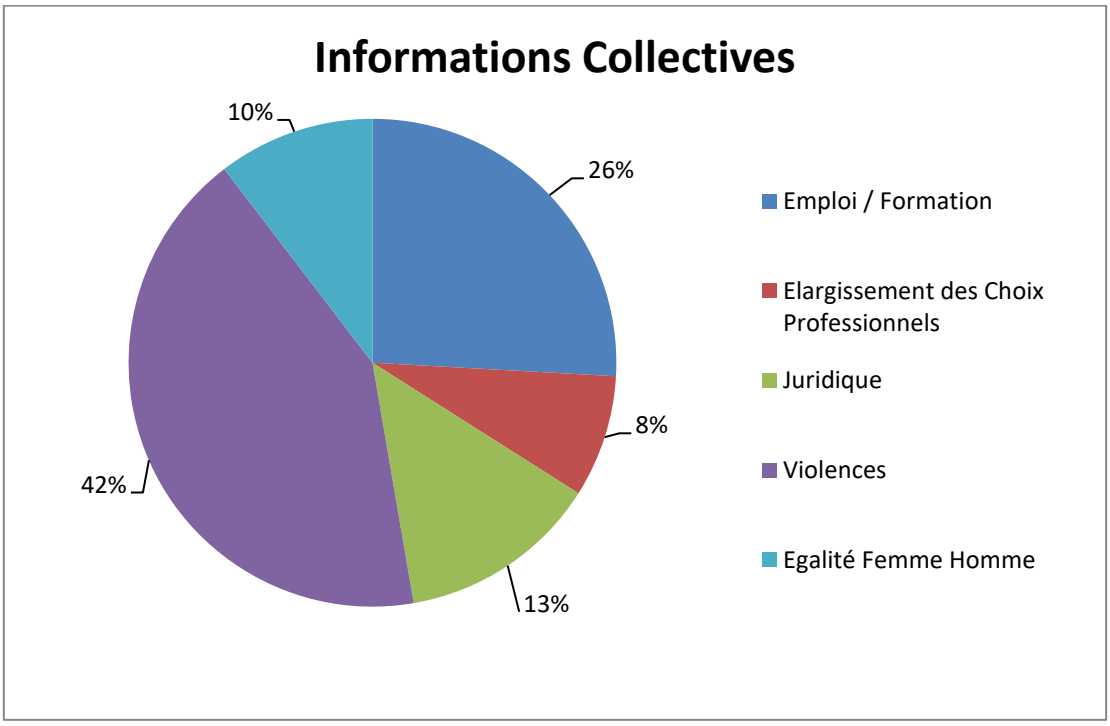

7 000
6 000
5 000
4 000
3 000
2 000
1 000
0
Femmes
hommes


7000
6000
5000
4000
3000
2000
1000
0
physique
téléphonique


AUTRES; 441
ESPACES RENCONTRES; 501
DIRECTION; 103
ADMIN; 237
VIE PRATIQUE; 121
EMPLOI / FORMATION; 1375
3919; 6
TGD; 27
AJ; 429
BAFVV; 1020

6°) Activité d'information collective

	Nature des informations collectives	Nombre de personnes informées	Thématiques
Accès au droit	Informations Juridiques	962	Droit du travail, droit de la famille, présentation des services du CIDFF07, être parents après la séparation
Lutte contre les violences	Formation des professionnel-le-s		Violences conjugales, présentation des services du CIDFF07, développement du CIDFF07/Partenariat
	Collèges, Lycées		Impact des violences conjugales sur les enfants, présentation des services du CIDFF07,
Emploi, Insertion professionnelle	Garantie Jeune		Elargissement des choix professionnels, égalité fille garçon, égalité professionnelle, présentation des services du CIDFF07,
	Validation des Acquis par l'Expérience		Validation des Acquis par l'Expérience, présentation des services du CIDFF07,
Éducation, citoyenneté	Interventions scolaires		Egalité fille garçon, élargissement des choix professionnels, prévention des violences et harcèlement sexistes, harcèlement moral, égalité professionnelle, lutte contre les discriminations, présentation des services du CIDFF07,



- Activités lucratives exercées accessoirement (prestations de formation, vente d'articles de revue ou de produits dérivés, coaching de groupe payant, organisation de colloques, autres)

Titre du projet	Public concerné	Financements
Formation "Lutter contre les violences conjugales"	Professionnel-le-s	DRDFE – FIPD – OPCA - Département de l'Ardèche
Informations juridiques	Jeunes de la PJJ-intervention RAM	PJJ 26/07 et RAM
Egalité professionnelle	Entreprise	OPCA
Egalité filles garçons en milieu scolaire	Lycée et collèges du Département	Etablissements scolaires et politique ville

- Actions spécifiques, ponctuelles (8 mars, 25 novembre, 6 février) ou expérimentales

Titre du projet	Public concerné	Financements	8 mars / 25 nov. / autre
Animation exposition Egalité La Voulte	La Voulte	DRDFE	☒ 8 m. ☐ 25 nov. ☐ autre
Sensibilisation aux Violences faites aux Femmes	Meysse	DRDFE	☒ 8 m. ☐ 25 nov. ☐ autre
Le corps dans tous ses éclats	Lycéen-ne-s et autres	DRDFE – Département de l'Ardèche – Commune d'Annonay	☒ 8 m. ☐ 25 nov. ☐ autre
"Lulu femme nue".	TOUS	DRDFE – Département de l'Ardèche – Commune d'Annonay	☒ 8 m. ☐ 25 nov. ☐ autre
Table Ronde "Impact des violences conjugales sur les enfants" à l'Hôtel du Département	TOUS	DRDFE	☐ 8 m. ☒ 25 nov. ☐ autre

- Actions de communication du CIDFF

Action	Support	Origine
Impact des violences conjugales sur les enfants	Plaquettes papiers et dématérialisées	☒ **CIDFF** ☐ **FR** ☐ **FN**
Activité globale CIDFF 07	Plaquettes papiers et dématérialisées	☒ **CIDFF** ☐ **FR** ☐ **FN**
Activités spécifiques CIDFF 07	Plaquettes papiers et dématérialisées	☒ **CIDFF** ☐ **FR** ☒ **FN**

7°) Perspectives 2020

Secteur Juridique

- Déploiement RAD (Relais d'Accès aux Droits) auprès des MSAP (Maison de Service au public) / MFS (Maison France Service) en visioconférence notamment : Thueyts + St Agrève + Villeneuve de Berg
- Renforcement des permanences en nord Ardèche, par le recrutement d'une juriste à Annonay.

Secteur Emploi Formation CIDFF et MIFE

Le CIDFF de l'Ardèche projette de négocier un nouveau Chantier d'Insertion qui aurait pour vocation à la fois l'accès au numérique pour les sénior-e-s, dans sa partie commerciale, et la formation de femmes aux métiers du numérique. Ce secteur propose des offres d'emploi.
Une nouvelle Maison Digitale au siège du CIDFF de l'Ardèche, qui sera installée dans les locaux de La Poste, permettra d'accompagner par le biais de collectifs des femmes vers l'insertion en travaillant sur la fracture numérique. Cette Maison Digitale pourrait servir de tremplin au Chantier d'Insertion.
Mise en place de Circuits des Métiers afin de faire tomber les barrières liées aux stéréotypes sur les métiers, sur la relation avec l'entreprise…

La MIFE de l'Ardèche va organiser son accompagnement plus spécifiquement à destination des Sénior-e-s en organisant des rencontres avec les entreprises lors de Rallyes vers l'Emploi. Reconduction du pilotage d'une VAE Collective en IAE.

Secteur Violences faites aux femmes

Le CIDFF de l'Ardèche propose le renouvellement, dans le cadre du FIPD 2020, de l'action réfèrent violence. Cette action intégrera cette année 3 axes :

A/ La contribution à la consolidation du réseau départemental de lutte contre les violences avec :

- la participation aux réunions de réseau,
- la tenue de 4 sessions de formation "Lutter contre les violences conjugales", pluridisciplinaires, coanimées, à Aubenas, Privas, Guilherand-Granges et Annonay

B/ La poursuite de l'action d'aide aux victimes, avec le développement de deux nouveaux lieux de permanence : création d'une permanence en visioconférence à Thueyts, création d'une permanence à la Gendarmerie de Lamastre + réouverture d'un accueil de jour violences conjugales à Annonay + recrutement d'un-e juriste basée à Annonay, afin d'absorber les besoins de ce bassin de vie en terme d'aide aux victimes.

C/ Agrément de l'association CIDFF de l'Ardèche en tant qu'association d'aide aux victimes par le Ministère de la Justice et reconduction de notre demande d'agrément "Parcours de Sortie de Prostitution".

De plus, en 2020, le CIDFF de l'Ardèche souhaite être structure porteuse de dispositifs innovants tels que :

- **L'appel à projet 2020 du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) prévoit le soutien d'action en faveur des victimes de violences conjugales et intrafamiliale, notamment les actions des ISCG (intervenant-e-s social-e-s en Commissariat et en Gendarmerie)**

Conformément à cette note de cadrage, et fort de son expertise et de son ancrage territorial, le CIDFF de l'Ardèche se positionne pour le portage dans le département des deux postes d'ISCG proposés par l'Etat.
Par sa proximité avec les forces de l'ordre (policiers et gendarmes) et sa connaissance des procédures, l'intervenant-e social-e en commissariat ou en unité de Gendarmerie permet à ses collègues des services sociaux de mieux comprendre le fonctionnement interne des services de sécurité intérieure, les procédures judiciaires et il contribue à décloisonner les actions de chacun et chacune.
L'intervenant-e social-e assure l'interface entre les services sociaux et les services de police, il-elle facilite la coordination entre eux, relaye et concourt à expliciter les démarches entreprises. Il-elle représente un trait d'union, une passerelle pertinente entre les forces de sécurité intérieure, les secteurs sociaux, judiciaires et/ou médicaux.

- **Création, formation et impulsion d'un Réseau d'Accueil Citoyen pour femmes victimes de violences conjugales ou intrafamiliales**

Le CIDFF de l'Ardèche souhaite créer en Ardèche un Réseau d'Accueil Citoyen et d'accompagnement de femmes et enfants en danger.
De par son expérience d'association référente violences conjugales, en en concertation avec son réseau de partenaires institutionnels, notamment la DRDFE, le CIDFF de l'Ardèche a conclu à la nécessité de construire une solution complémentaire à l'existant en matière de mise à l'abri de femmes et/ou enfants victimes de violences. Constat est fait qu'un accompagnement global, spécifique à ce public vulnérable, est nécessaire pour une mise à l'abri pertinente.
Par ailleurs, dans le cadre du confinement, plusieurs personne physiques (citoyens), ou morales (collectivités publiques) nous ont sollicité pour la coordination d'un réseau citoyen d'hébergement de femmes victimes de violences et de leurs enfants.
Pour se faire, un poste de chargé-e de mission logement ou coordinatrice/coordinateur logement est créé au CIDFF de l'Ardèche, en collaboration avec les services emploi, juridique, aides aux victimes, parentalité, etc...
La/le chargé-e de mission s'appuie sur l'expertise du CIDFF de l'Ardèche qui l'emploie et qui pilote déjà plusieurs dispositifs dans le domaine de l'aide aux victimes de violences conjugales et intrafamiliales (Accueil de jour, Protection Téléphone Grave Danger, appartements relais...).

Secteur Parentalité

- Poursuite de la mise en place des Mesures d'Accompagnement Protégé (MAP) et des Espaces de Rencontres Protégés (ERP)
- Ouverture des deux espaces de rencontres à la journée (de 9h à 17h)
- Augmentation des temps de "Supervision" des équipes 1.5 heures par mois
- Equiper l'espace de rencontre "La Courte Echelle" avec un véhicule de service, qui profiterait également à nos salarié-e-s de l'antenne d'Annonay.
- Mise en place d'un système numérique de transfert des informations entre la direction, la coordination et les équipes d'accueillant-e-s (achats à prévoir : ordinateurs, scanners/imprimantes, forfait internet adapté)
- Mise en place d'une communication avec les familles uniquement par mail : notice d'information à destination des parents, présentant le dispositif des espaces de rencontres, est adressée aux familles dès le premier contact, par mail
- Mise en place d'un questionnaire de satisfaction auprès des utilisateurs

Mission transversale égalité

- Poursuite de nos actions de prévention et de sensibilisation auprès des scolaires
- Poursuite des interventions sur l'égalité femmes hommes en entreprises mais également en collectivités territoriales
- Développer l'outil "Egalitic"

Association :

- Poursuite de notre travail démarré avec le DLA lors d'un séminaire prévu au mois de mai 2020
- Travail avec la Déléguée du Personnel sur le rattachement à une convention collective

8°) Articles de presses 2019

Article 1 : Reliefs – n°91 – Janvier/Février 2019

D'INFOS
www.stagesemplois2607.fr

Un nouvel outil pour les professionnels

Les violences conjugales ont un impact sur les enfants. Pour permettre leur prise en charge par les professionnels, un site vient de voir le jour. Cette initiative, portée par le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) de l'Ardèche avec l'appui de nombreux autres partenaires dont le Département, chef de file pour la protection de l'enfance, s'adresse avant tout aux pros. Vous y trouverez quelques informations mais pour le grand public, l'outil de référence reste le site http://stop-violences-femmes.gouv.fr/ ▲

D'INFOS
www.violencesconjugales-enfants.fr

P6 | reliefs | N°91 | JANVIER-FÉVRIER 2019

Article 2 : La Dauphiné Libéré – 28.01.2019

LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ | LUNDI 28 JANVIER 2019 | 5

VOTRE RÉGION

POLITIQUE EXPRESS

ARDÈCHE

Fabrice Brun est pour la TVA réduite à 0 % sur les produits de première nécessité

→ L'idée a été évoquée vendredi soir dans l'émission "Balance ton post" sur C8, lors du débat animé par Cyril Hanouna et la secrétaire d'État, Marlène Schiappa.
La même semaine, Fabrice Brun, député de la troisième circonscription de l'Ardèche, a déposé une proposition de résolution européenne dans le but d'appliquer une TVA à taux zéro sur les produits de première nécessité, comme les produits d'hygiène, les petits pots pour bébés ou l'abonnement au service d'électricité.
« Je considère en effet qu'il s'agit d'une mesure concrète de justice fiscale et sociale en faveur du pouvoir d'achat. Cette mesure, qui revient régulièrement depuis un mois parmi les demandes des gilets jaunes, doit faire l'objet d'un vrai débat », assure l'élu dans un communiqué.

VITE LU

DRÔME-ARDÈCHE

Campagne glyphosate : « plus de 200 analyses d'urine » avant le printemps

→ Ils n'ont pas attendu la médiatisation de la campagne glyphosate grâce à "Envoyé spécial" pour se lancer, mais leur action s'accélère. Olivier Grenn, coordinateur Drôme de l'association, affirme que « 200 prélèvements d'urine seront réalisés » dans la région Rhône-Alpes avant le printemps pour connaître le taux de glyphosate dans le corps. Une petite trentaine de participants, venus de Drôme, d'Ardèche et des départements limitrophes, devaient cette semaine inaugurer les analyses, dont les résultats sont attendus en février. « Après, nous déposerons la plainte », indique Olivier Grenn. Et d'insister : « Surtout depuis qu'Emmanuel Macron a affirmé qu'il ne sortirait pas du glyphosate comme prévu en 2021. » Les organisateurs de la campagne glyphosate de la Drôme se rapprochent du collectif des Coquelicots.

LE GRAND TÉMOIN DE LA SEMAINE | La Dioise Perrine Millet, une gynécologue-obstétricienne engagée

Violences faites aux femmes : « Un problème de santé publique »

Le docteur Perrine Millet, gynécologue-obstétricienne retraitée, qui exerçait jusqu'à l'an passé au centre hospitalier de Montélimar, et présidente de l'association Le Maillon manquant, vient parler des violences faites aux femmes, lors d'une soirée débat, ce mardi à Montélimar. Elle interviendra après la projection du film "L'homme qui répare les femmes", sur le prix Nobel de la Paix 2018, Denis Mukwege.

La Dioise Perrine Millet aux côtés du Denis Mukwege, futur Prix Nobel de la Paix, en janvier 2018. /Photo DR

→ Vous êtes à l'initiative du premier DIU, diplôme sur la prise en charge des violences aux femmes et aux enfants ?

« La première promo (2017-2018) a compté 46 inscrits (plus que le plein), dont pour moitié des sages-femmes. Il y avait ensuite des généralistes, gynéco-obstétriciens, kinés, une psychologue. Il était très important pour moi de sensibiliser mes confrères et consœurs ; mais l'interdisciplinarité est capitale. »

→ Qu'est-ce qui vous avait poussée à créer ce diplôme et, qui plus est, sur vos derniers personnels ?

« Un peu d'inconscience (rires). Mais surtout d'abord un constat qui j'ai fait comme obstétricienne. Si nous ne dépistons pas les violences et ne les accompagnons pas de façon adaptée, nous allons réintroduire de la violence de façon inévitable. Car les femmes victimes de violences, développent des troubles de l'attachement. Et ce qui se passe pendant la grossesse et l'accouchement chez ces femmes est très important. Elles ont un sur-risque de césarienne en urgence, d'extraction instrumentale, de stress post-traumatique ; ce sont des faits médicaux qui sont eux-mêmes à risque de pouvoir des troubles de l'attachement, et ensuite, de vulnérabilité pour les enfants. Il est fondamental d'accompagner la parentalité et la périnatalité. Or aujourd'hui, personne n'est formé sur les violences, en formation initiale. Je n'étais pas formée. Et comment soigner une femme qui a subi des violences, si on ne sait pas ? On peut être violents à notre insu. Voilà pourquoi aujourd'hui, il faudrait commencer par interroger systématiquement sur les violences, comme on interroge, sur les antécédents médicaux, chirurgicaux, allergiques… ».

→ Par quel passe-vous prise en charge aussi ?

« Une fois, j'ai récupéré à Montélimar, par la peau de la robe, une jeune Française voilée, au 8e mois de sa première grossesse. C'était une jeune femme placée en famille d'accueil à 5 ans, à cause d'un père violent et du décès de sa mère. À 13 ans 14 ans elle est revenue chez son père qui n'a eu de cesse de la mettre sur le trottoir. Et voilà cette jeune femme que je rapière et à qui je pose des questions. Elle me dit non d'abord sur les violences, puis juste avant que je l'examine, elle me lâche tout. On a eu deux mois à peine pour s'en occuper : elle était terrorisée de tout, à commencer par les piqûres. Or, cette jeune femme a accouché normalement (même si sous perfusion d'anxiolytique). C'est un miracle ! Violentée depuis toute petite probablement, elle a pu éprouver la fierté de cette puissance du corps féminin et d'avoir accouché normalement. […] On la voyait 2-3 fois par semaine : une sage-femme en sophro, une ostéopathe, la psy… Une relation de confiance a pu être établie. Cela prouve qu'il y a des choses possibles à séparer, grâce à une prise en charge holistique ; et Denis Mukwege dit la même chose ».

→ Comment avez-vous abouti que Denis Mukwege soit un des intervenants du DIU ?

« Lorsque je l'ai rencontré lors d'une conférence pour la première fois, et qu'il a accepté d'intervenir pour le DIU, j'étais sur un nuage. Mais lorsqu'il est venu donner un cours en janvier 2018, savoir qu'il risquait sa vie me terrorisait. Il a décrit qu'il tous les tarants et les abouissants des violences sexuelles en temps de guerre au Congo et dénoncé l'emprise des marchés financiers et le pillage des minerais du Congo, mais aussi le patriarcat. Il est noir, médecin gynéco-obstétricien et il a inventé des supers techniques chirurgicales. Comment vous-les-vous qu'il ne risque pas sa peau même avec un prix Nobel ? »

→ En France, la parole s'est libérée. Les choses avancent ?

« La parole s'est libérée, oui même si trop de façon anonyme encore. C'est ce qui a poussé le HCE (Haut conseil à l'égalité hommes-femmes) à sortir un rapport sur le sexisme cet automne. Sexisme qui n'épargne pas les magnards. […] Les choses avancent, oui. Il y a même pas 40 ans, on n'avait pas le droit de disposer de nos corps. Alors pouvoir parler de ce que les femmes subissent, de la violence, une catastrophe millénaire, c'est tout neuf. Mais il faut rappeler aussi qu'une femme sur cinq serait victime de violences (conjugales, physiques, sexuelles). Et les violences sexuelles ont les conséquences les plus graves, pouvant faire perdre plusieurs années de vie. Les violences faites aux femmes, c'est un problème de santé publique. »

Propos recueillis par F.Ru.

Mardi 29 janvier, à 20 h 30, aux Templiers. Tarifs : 6 €, réduit 5 €.

L'INFO EN +

UN DIU ?
Diplôme interuniversitaire, en formation continue proposé par trois facs : Paris, Montpellier, Grenoble

Article 3 : La Dauphiné Libéré – 7.06.2019

7.06.19

AUBENAS L'assemblée générale du CIDFF 07 s'est tenue jeudi 6 juin au pôle de services

L'association amplifie ses missions

Le centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Ardèche (CIDFF 07) a évoqué longuement les projets dans les différents secteurs dans lesquels il agit.

Le centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Ardèche axe son travail sur l'information des femmes, notamment en matière juridique mais aussi sur l'accompagnement vers l'emploi. « Deux femmes franchissent chaque jour les portes du CIDFF en Ardèche », a lancé Geneviève Rieu, la nouvelle présidente, sans savoir si cela est dû au mouvement #BalanceTonPorc sur les réseaux sociaux. Petit tour des travaux et des perspectives développés par l'association.

Une vingtaine de personnes était présente à l'assemblée générale. Photo Le DL/Maryline CHALON

1 Nouvelles permanences d'information juridique

« C'est une mission de service public confiée par l'État, indique Leila Peyrard, juriste. Durant les permanences, nous informons sur le droit en vigueur et orientons vers des spécialistes comme les huissiers, etc. Nous traitons beaucoup de questions de divorce, d'autorité parentale, du droit des étrangers et du droit au logement. »

Cet accueil est ouvert à tout public, aussi bien aux hommes qu'aux femmes et est anonyme. L'association a dénombré 3 221 demandes en 2018.

Elle ouvre de nouveaux lieux de permanences cette année, à la gendarmerie de Largentière, au centre hospitalier d'Annonay, à la Voulte-sur-Rhône ainsi que deux par visioconférence à Saint-Etienne-de-Lugdarès et à Lachamp-Raphaël. L'association recherche encore des personnes pour assurer les visioconférences.

2 Conséquences des violences conjugales sur l'enfant

Le 21 novembre, un site web sur l'impact des violences conjugales sur les enfants, à destination principalement des professionnels, a été mis en ligne. « La France a ratifié l'accord d'Istanbul sur la reconnaissance des enfants victimes de violence conjugale, explique Clémence Timmerman, juriste. Il y a trois éléments clefs ; comprendre le processus des violences conjugales, connaître les signes présentés par les enfants et orienter. »

3 Création d'un espace de rencontres protégé

Le CIDFF propose actuellement des espaces de rencontres parents/enfant(s) dans les cas de séparation conflictuelle où un des deux parents est privé de son enfant. Il souhaite aller encore plus loin. « On travaille actuellement sur un espace de rencontre protégé lorsqu'il y a des violences conjugales, avance Isabelle Gomas, coopératrice administrative des espaces rencontres. Un professionnel va chercher l'enfant chez le parent hébergeant pour l'emmener sur un lieu de rencontre». Il y en aura deux, un à la Courte Echelle à Tournon-sur-Rhône et un second à Aubenas, dans un lieu pas encore défini. Ainsi il n'y a pas de contact entre les parents.

Maryline CHALON

Lien vers le site web sur les enfants victimes de violences conjugales https://www.violencesconjugales-enfants.fr

REPÈRES

- Maryse Rabier, présidente du CIDFF 07 depuis septembre 2018 a quitté sa fonction en avril 2019. Depuis, c'est Geneviève Rieu qui préside l'association.
- Les adhérents ont renouvelé le conseil d'administration. Seule Arlette Menu le quitte. Il compte 11 membres actifs, six membres de droit, trois membres permanents et trois membres initiés permanents (la directrice, le commissaire aux comptes et le représentant du délégué du personnel).

Le CIDFF 07 compte une vingtaine de salariés.

Article 4 : La Tribune – 20.06.2019

ARDÈCHE Avec la clôture du 1er Rallye pour l'Emploi

Un rendez-vous pour l'avenir

Trouver un emploi comporte des difficultés. Ces mêmes barrières qu'entre mardi et jeudi, la première édition du Rallye pour l'Emploi en Ardèche s'est elle chargée de tenter de briser. « *L'idée était ici que seize demandeurs d'emploi et des entreprises du territoire puissent se rencontrer dans une formule ludique.*

Nous avons donc constitué cinq équipes, lesquelles allaient pour des visites d'une heure vers les entreprises qui acceptaient de les accueillir. Les uns avec leurs questionnements en terme de recrutement et de découverte des métiers, les autres pour les connaître » décrit Élise Besson, en tant que conseillère emploi au CIDFF Ardèche et à la MIFE. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que la mayonnaise semble avoir largement pris. Les demandeurs d'emploi sont en tout cas unanimes. « *Nous avons rencontré des personnes passionnées et qui ont envie de parler de leur métier* » ou « *Je suis enrichie par tout ce qui nous a été dit et transmis* » ont ainsi spontanément confié plusieurs d'entre eux. Cela n'a certes pas débouché sur des embauches « directes » mais le bilan reste lui positif aux yeux des organisateurs. « *Des CV ont été échangés, même si cela n'était pas le but premier du rallye. Les équipes ont aussi rencontré des entreprises de toutes tailles et de tous secteurs (d'activité) confondus, parmi lesquels des entrepreneurs du parc d'activités de Lachapelle-sous-Aubenas ou du Groupement d'Employeurs Sud Ardèche (GESA). Elles ont d'ailleurs été surprises de rencontrer des patrons qui étaient humains en face d'eux* ». Tout sauf anodin, au vu des affiches publicitaires préparées et affichées jeudi soir pour la soirée de clôture au Pôle de Services d'Aubenas. Marie-Noëlle Durand, l'adjointe à la cohésion sociale et à la solidarité de la municipalité parlant même « *d'innovation qu'il faudra refaire* ». Cela est déjà prévu et notamment dès 2020, « toujours en Ardèche mais peut-être sur un autre territoire ». Le centre étant une piste privilégiée à ce jour.

Aux côtés d'Élise Besson (ici à gauche), l'ensemble des partenaires a clôturé cette première édition avec satisfaction au Pôle de Services. C.V.

C.V

Article 5 : Reliefs n°94 – Juillet/Août 2019

MARTINE FINIELS

Vice-présidente en charge de la santé, de l'autonomie des séniors et des personnes en situation de handicap

Conseillère départementale du canton de Rhône Eyrieux

Groupe de la majorité départementale de gauche

En France, un féminicide a lieu tous les 3 jours.

Depuis le 1er janvier 2019, 64 femmes ont été assassinées par leur conjoint ou ex-conjoint et toutes les 6,3 minutes en France, une femme est victime de viol.

Ces crimes sont trop souvent réduits par notre société à la notion de "crime passionnel", ce qui est à minima de l'ignorance, au pire un profond mépris pour les victimes et la notion d'amour.

Alors qu'un mouvement de libération de la parole des femmes semble avoir émergé, on ne peut que constater que cela n'a eu que peu de conséquences sur le nombre de violences subies par les femmes. Il est d'ailleurs unanimement reconnu que ces chiffres sont sous-estimés car ils ne comprennent pas le nombre de crimes non reportés, ni le nombre de "survivantes", parfois dans un état critique.

Mais passé le constat, il est nécessaire d'agir. Pour changer cette situation, c'est une révolution culturelle que nous devons lancer. Et cela commence au quotidien, dans les espaces publics, sur le lieu de travail, à l'école.

Plus que jamais nous devons être intraitables sur ces questions, afin de s'assurer que la peur change de camp. Les "victimes" doivent avoir des lieux d'écoute et savoir qu'elles n'ont pas à subir une omerta qui est encore malheureusement trop présente dans notre société.

Le groupe de la majorité départementale de gauche souhaite s'impliquer dans la lutte contre toutes les discriminations et particulièrement celles faites aux femmes. Dans ce cadre nous allons observer comment chaque euro de la collectivité permet de créer plus d'égalité. C'est pourquoi avec l'ensemble de nos partenaires nous soutenons les structures institutionnelles et associatives qui accompagnent les femmes victimes de violences pour la défense de leurs droits, leur accueil et leur hébergement.

En interne, l'exécutif départemental, avec les services de la collectivité ont travaillé sur un plan de lutte contre le harcèlement au travail qui inclut évidemment le harcèlement sexuel, afin de protéger les agents.

Au travers de ces différentes actions, nous souhaitons, avec l'ensemble de nos partenaires, qu'ils soient institutionnels, privés, publics ou associatifs, contribuer à un mouvement profond qui fera durablement changer les mentalités.

La transition commence par-là.

Contact :

Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF07)

Aubenas, CIDFF07 au Pôle des Services des Oliviers, 30 avenue de Zelzate / 04 75 93 31 70

Annonay, CIDFF07 12 rue Saint Prix Barou / 04 75 67 62 39

3919, numéro national anonyme et gratuit – Stop-violences-femmes.gouv.fr

Article 6 : La Dauphiné Libéré – 11.09.2019

Des ateliers pour apprendre à se défendre en Ardèche

Cette année, elles étaient une vingtaine de femmes victimes de violence conjugales à participer à la troisième édition de "Stop victimes, plus jamais". Ce dispositif vise à apprendre aux femmes des gestes de self-défense. Il est organisé par la gendarmerie de l'Ardèche et différents partenaires comme l'association de médiation et d'aide aux victimes (Amav) ou le centre national d'information des droits des femmes et de la famille (CIDFF).

Outre la rencontre entre des femmes qui vivent les mêmes situations difficiles, cette journée permet aux participantes d'apprendre des conseils concrets et applicables au quotidien. Plusieurs ateliers sont proposés dans le programme "Stop victimes, plus jamais". Secours à la personne, gestion du stress, self-défense… Différents intervenants prennent en charge le groupe de femmes. « Il s'agit de leur donner des conseils simples pour se sortir de situations dangereuses. On n'en a pas conscience, mais n'importe quel objet peut servir à se défendre : un stylo, un journal… L'important c'est d'oser une réaction pour prendre la fuite », expliquait, le gendarme Pascal Garcia, du Psig (Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie) de Tournon-sur-Rhône, enseignant en arts martiaux, lors de la dernière journée, organisée à Chomérac au mois de mai.

Avec "Stop victimes, plus jamais", les femmes victimes de violence apprennent à se défendre. Archives photo Le DL/Audrey MOREL

Un grenelle local de lutte contre les violences bientôt en Ardèche

Françoise Souliman, préfet de l'Ardèche. Photo Le DL/S.M.

En Ardèche, durant l'année dernière, une femme est décédée suite aux violences de son conjoint. Il y a eu aussi 232 cas de coups et blessures volontaires, criminels ou correctionnels à l'encontre de femmes ou de filles ont été recensés. 39 femmes ou filles ont été victimes de viol. Françoise Souliman, préfet de l'Ardèche, a signé, le 8 mars dernier, un plan d'action départemental sur le sujet. Il a pour objectif de renforcer les actions pour lutter contre les violences faites aux femmes en les repérant le plus tôt possible, et en accélérant et facilitant la prise en charge des victimes de violences sexuelles. La préfecture souhaite aussi intensifier les actions de prévention afin de limiter les violences. Un grenelle local de lutte contre les violences faites aux femmes va être organisé prochainement en Ardèche.

Article 7 : La Dauphiné Libéré – 8.10.2019

LARGENTIÈRE

La gendarmerie accueille des permanences d'aides aux victimes

Difficile parfois quand on est victime de se repérer dans les méandres des procédures judiciaires. Désormais, l'Amav07 tient une permanence deux fois par mois à la gendarmerie, en complément de celle déjà assurée par le CIDFF.

L'Amav07 (association de médiation et d'aide aux victimes) et le CIDFF (centre d'information sur les droits des femmes et des familles) assurent des permanences à la gendarmerie. Ph.Le DL/L. GONZALEZ

La demande était forte en Sud Ardèche. C'est pourquoi, un partenariat est né entre la gendarmerie et l'Amav07 (association de médiation et d'aide aux victimes). Désormais, tous les premiers et troisièmes jeudis après-midi de chaque mois, l'association tient une permanence dans ses locaux. « Cette association, conventionnée avec le ministère de la Justice, et en lien avec le parquet de Privas, s'adresse à toutes les personnes victimes d'une infraction pénale », explique Sophie Boutin, juriste qui va assurer ces permanences, en alternance avec sa collègue Charlotte d'accueillir ces personnes, de les écouter, de leur donner une information sur leurs droits. On peut intervenir avant ou après le dépôt de plainte, avant ou après l'audience. On peut même accompagner les personnes à l'audience. » L'aide se manifeste de différentes manièpeut aller du soutien psychologique à une aide pour toutes les démarches administratives, pour constituer des dossiers d'indemnisation.

Une aide gratuite et confidentielle

Chaque victime peut bénéficier de trois à cinq séances, Au-delà si nécessaire, les juristes de l'Amav07 peuvent orienter vers d'autres professionnels. « C'est une plus-value pour la brigade. Cela permet de faciliter les contacts, notamment pour des affaires de viols ou en cas de gros problèmes sociaux », se félicite le capitaine Maxisecond de la compagnie de gendarmerie.

En outre, ces deux permanences viennent en complément de celle déjà assurée une matinée par mois, le mercredi matin, par le CIDFF (centre d'information sur les droits des femmes et des familles), qui intervient dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes, mais aussi en matière de droit civil (famille, consommation...) « On a l'habitude de travailler ensemble. On réoriente vers l'Amav toutes les personnes qui viennent nous voir pour tout ce qui relève du pénal et inversement », explique Marine Arres, responsable du service juridique du CIDFF.

Isabelle GONZALEZ

L'Amav07 tient également des permanences au commissariat d'Aubenas et au Teil. Rendez-vous au 04 75 29 30 00 et au 04 75 93 31 70

Article 8 : La Dauphiné Libéré – 25.11.2019

AUBENAS Plusieurs structures travaillent ensemble pour écouter, héberger et conseiller les victimes de violences conjugales

Marine Arres : « Le viol dans le couple existe »

Le Grenelle des violences conjugales ouvert le 3 septembre s'achève le 25 novembre, journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. L'occasion de faire un point sur la situation dans le sud de l'Ardèche.

Marine Arres est responsable du service juridique au centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Ardèche.

« Les victimes n'ont pas à avoir honte de ce qu'elles vivent, insiste Marine Arres, responsable du service juridique au Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) de l'Ardèche. Il faut dire à la victime "vous n'y êtes pour rien". Beaucoup de gens croient au devoir conjugal, le viol dans le couple existe. La violence se passe dans tous les milieux, à tous les âges et dans toutes les catégories socioprofessionnelles. »

En janvier 2014, l'accueil de jour des femmes victimes de violences conjugales a ouvert ses portes au Pôle de services. Lumière tamisée, fauteuils, canapé, petite cuisine, le CIDFF a voulu un coin chaleureux pour accompagner vers la libération de la parole. En 2018, 437 femmes sont venues se confier dans cet espace consacré. « Il y a des jeux pour les enfants et un ordinateur pour qu'elles aient un accès discret à internet, détaille-t-elle. Elles disposent d'une armoire fermée à clef où elles peuvent laisser des affaires, elles peuvent aussi recevoir du courrier. »

Lors de leur premier entretien, les femmes sont reçues par une juriste. L'accueil est individuel, gratuit et confidentiel. « C'est vraiment à elles de formuler leurs besoins, déclare-t-elle. Le juriste ne juge pas, il remet dans un contexte de droit. » 70 % des victimes souffrent de violences conjugales. Viennent ensuite les violences au travail et dans la rue.

Formation et sensibilisation

Le CIDFF se bat pour l'amélioration de l'aide aux victimes. « Le Grenelle est adapté au niveau départemental, indique-t-elle. Une convention est en cours pour prendre des plaintes au niveau hospitalier. La structure sensibilise une centaine de professionnels par an. » Il s'agit de médecins, travailleurs sociaux, membres des forces de l'ordre, élus. « L'objectif est de porter à leur connaissance les mécanismes d'emprise, raconte-t-elle. Pour repérer les victimes, il y a des troubles de santé que le médecin doit identifier. »

La structure apporte une attention particulière à la prise en compte de l'impact des violences sur l'enfant. « Légalement, les enfants sont victimes au même titre que le père ou la mère victime de violence », rappelle-t-elle. Le CIDFF sensibilise les jeunes générations. « Nous sommes toutes formées à aller dans les lycées, les collèges et à la mission locale. Les jeunes sont très réceptifs. Ils entendent parler des violences conjugales. Ça leur demande de la sincérité pour en débattre. »

Maryline CHALON

Journée de formation à destination des médecins samedi 30 novembre de 9 h à 17 h à l'IFSI. Renseignements au 04 75 93 31 70 ou cidff07@cidff07.fr

DE L'USAGE DES MOTS

➤ Pour Marine Arres, le langage utilisé dans les articles de faits divers est inapproprié. « Le crime passionnel n'existe pas. Il n'y a pas de passion qui conduit au crime, martèle-t-elle. Il n'y a pas non plus de conflit qui a mal tourné. Ce sont les violences conjugales qui conduisent à la mort. »

➤ Le terme féminicide renvoie « au meurtre d'une femme consécutivement aux violences conjugales ». En France, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme déconseille son usage juridique. Certaines associations se positionnent pour l'usage de ce terme. Marine Arres ne connaît pas la position du CIDFF.

Un accompagnement pénal

« On informe les victimes, on suit la procédure pénale et on propose un soutien psychologique », explique Sophie Boutin, juriste référente de l'Association de médiation et d'aide aux victimes (Amav). 80 % des personnes accompagnées sont des victimes de violences conjugales. « Il y a une orientation à plusieurs niveaux, détaille-t-elle. On mène des permanences à la gendarmerie, quelques fois c'est un membre de la famille qui appelle ou la victime elle-même. »

Des freins empêchent la victime de porter plainte. « Quelles conséquences ? Est-ce que monsieur sera au courant du dépôt de plainte ? Il y en a qui sont encore en couple, qui ont peur des représailles et avec les enfants, c'est compliqué de partir. » Du Grenelle qui s'achève aujourd'hui, Sophie Boutin attend des mesures concernant l'auteur des violences. « Il y a des choses à faire, comme un suivi plus régulier. »

Sophie Boutin est juriste à l'Amav.

L'accueil des victimes en centres d'hébergement

« Au moins un cas sur deux, voire deux sur trois, de mise en sécurité concerne des victimes de violences conjugales, explique Jean-François Acs, travailleur social chez Solen. On s'occupe d'abord des besoins primaires des personnes qu'on accueille, ensuite, des démarches administratives et judiciaires. On écoute et on conseille. »

Solen propose des hébergements dans des appartements dans toute la ville et renvoie des personnes vers le foyer de L'oiseau bleu à Payzac. Il prône l'éloignement de l'auteur des violences plutôt que des victimes. « Il faut une formation sérieuse des forces de l'ordre pour que la réactivité de la justice soit à la hauteur des enjeux. »

Jean-François Acs est travailleur social chez Solen.